

Langue : Français
Original : Anglais



**AFRICAN DEVELOPMENT
BANK GROUP**

**PROJET : APPROVISIONNEMENT EN EAU ET ASSAINISSEMENT
EN MILIEU URBAIN DANS LES ÉTATS D'OYO ET DE
TARABA**

PAYS : NIGERIA

RAPPORT D'ÉVALUATION DU PROJET

Date : mars 2009

Équipe d'évaluation	Chef de l'équipe :	M. Jarmo Hukka	Ingénieur principal, Eau et assainis. OWAS.1
	Membres de l'équipe :	M. Reni-Callie Okoro	Spécialiste, Infrastructure, NGFO
		M. Moses Ayiamba	Spécialiste, Passation de marchés, ORPF.1
		M. M. Abdullahi	Assistant, Passation de marchés, NGFO
		M. Idrissa Samba	Consultant, Environnementaliste, OWAS.1
		Mme Amel Hamza	Spécialiste, Genre, OWAS.2
	M. Mohamoud A.Ibrahim	Consultant, Analyste de la gestion financière	
	M. Tom Mugoya	Consultant, Ingénieur, Eau et assainissement	
	Chef de division sectoriel p.i. :	M. S. Wassel	OWAS.1
	Directeur sectoriel :	M. A. Rakotobe	OWAS
	Directeur régional :	M. Janvier Litse	ORWA
Revue par les pairs	M. Paul Dzimiri, Analyste financier principal, OWAS.2 M. Patrick Karani, Environnementaliste principal, OWAS.2 M. Mecuria Assefaw, Analyste financier principal, OWAS.2 M. Egbert Schrotten, Consultant, Ingénieur, Eau et assainissement M. Malik Faraoun, OINF.3 Dr. Lone Badstue, Socioéconomiste principal et Spécialiste du genre, FAE		

TABLE DES MATIÈRES

I	Axe stratégique et justification	1
1.1.	Liens entre le projet et la stratégie et les objectifs du pays	1
1.2.	Justification de la participation de la Banque	1
II	Description du projet	3
2.1.	Composantes du projet	3
2.2.	Solution technique retenue et autres options explorées	5
2.3.	Type de projet	6
2.4.	Coût du projet et arrangements en matière de financement	6
2.5.	Zones et populations cibles du projet	8
2.6.	Processus participatif pour l'identification, la conception et l'exécution du projet	9
2.7.	Prise en compte dans la conception du projet de l'expérience du Groupe de la Banque et des enseignements tirés	10
2.8.	Indicateurs clés de performance	10
III	Faisabilité du projet	11
3.1.	Performance économique et financière	11
3.2.	Impact environnemental et social	11
IV	Exécution	15
4.1.	Dispositions en matière d'exécution	15
4.2.	Suivi	15
4.3.	Gouvernance	17
4.4.	Durabilité	18
4.5.	Gestion des risques	19
4.6.	Renforcement du savoir	20
V	Instrument et autorité juridiques	20
5.1.	Instrument juridique	20
5.2.	Conditions associées à l'intervention de la Banque	20
5.3.	Conformité avec les politiques de la Banque	21
VI	Recommandation	21
Appendice I	Indicateurs socioéconomiques comparatifs du pays	1
Appendice II	Tableau récapitulatif du portefeuille de la BAD dans le pays	1
Appendice III	Principaux projets apparentés financés par la Banque et les autres partenaires au développement dans le pays	1
Appendice IV	Carte des zones du projet	1
<u>Volume II – Annexes techniques</u>		
Annexe A1	Programme de développement du Nigeria et appui des bailleurs de fonds	
Annexe A2	Secteur de l'eau	
Annexe B1	Opérations dans le secteur de l'eau et de l'assainissement et leçons apprises	
Annexe B2	Description et coût du projet	
Annexe B3	Dispositions détaillées en matière d'exécution	
Annexe B4	Dispositions en matière de gestion financière et de décaissement	
Annexe B5	Dispositions en matière de passation de marchés	
Annexe B6	Dispositions en matière d'audit	
Annexe B7	Analyse économique et financière	
Annexe B8	Analyse environnementale et sociale	
Annexe B9	Préparation et supervision du projet	
Annexe C1	Organes d'exécution	
Annexe C2	Appui institutionnel	

Équivalences monétaires

Janvier 2009

1 UC	=	1,54027 USD
1 UC	=	183,325 NGN
1 USD	=	123,200 NGN

Exercice financier

De janvier à décembre

Poids et mesures

1 tonne métrique	=	2 204 livres (lb)
1 kilogramme (kg)	=	2,200 livres (lb)
1 mètre (m)	=	3,28 pieds (ft)
1 millimètre (mm)	=	0,03937 pouce (“)
1 kilomètre (km)	=	0,62 mille
1 hectare (ha)	=	2,471 acres

Sigles et abréviations

AOI	Appel d’offres international
AON	Appel d’offres national
BM	Banque mondiale
DFID	Département pour le Développement international (Royaume-Uni)
DSP	Document de stratégie-pays
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
E & M	Exploitation et maintenance
EIES	Étude d’impact environnemental et social
FGN	Gouvernement fédéral du Nigeria
FMAWR	Ministère fédéral de l’Agriculture et des Ressources en Eau
IFRS	Normes internationales d’information financière
IPP	Producteur indépendant d’électricité
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
NEEDS	Stratégie nationale d’autonomisation et de développement économiques de la République fédérale du Nigeria
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PCD	Direction de la coordination des politiques
PMT	Équipe de gestion du projet
RWSS	Approvisionnement en eau et assainissement en milieu rural
S & E	Suivi et évaluation
SEEDS	Stratégie étatique d’autonomisation et de développement économiques des États du Nigeria
ULIH	Ménages urbains à faible revenu
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l’enfance
TSWA	Société des eaux de l’État de Taraba
WCA	Association des consommateurs d’eau
WCOS	Société des eaux de l’État d’Oyo
WIMAG	Directives pour la mobilisation des investissements en faveur du secteur de l’eau
WSS	Approvisionnement en eau et assainissement

Informations sur le prêt

Informations sur le client

Emprunteur	:	Gouvernement de la République fédérale du Nigeria
Organes d'exécution	:	i. Société des eaux de l'État d'Oyo ii. Société des eaux de l'État de Taraba

Plan de financement

Source	Montant (millions d'UC)	Instrument
FAD	50,00	Prêt
Gouvernement de l'État d'Oyo	6,45	
Gouvernement de l'État de Taraba	2,37	
COÛT TOTAL	58,82	

Principales informations sur le financement de la BAD

Monnaie du prêt	UC
Type d'intérêt	S.O.
Écart de taux d'intérêt	S.O.
Commission d'engagement	0,5 % du montant non encore décaissé, à compter de 60 jours après la signature de l'accord de prêt
Frais de gestion	0,75 % par an du montant décaissé et non encore remboursé
Remboursement	Tous les six mois, à partir de la 11 ^e année jusqu'à la 50 ^e année
Différé d'amortissement	10 ans
TRF, en VAN (scénario de base 5 %)	13,3 %, soit 2 407 millions de NGN
TRE (scénario de base 12 %)	29,7 %, soit 16 050 millions de NGN

Calendrier – principaux repères (attendus)

Approbation de la PCN	Janvier 2009
Approbation du projet	Juin 2009
Entrée en vigueur	Août 2009
Achèvement	Décembre 2014
Dernier décaissement	Décembre 2015
Dernier remboursement	Décembre 2059

Résumé du projet

1 Le Gouvernement du Nigeria accorde une haute priorité au développement de services sûrs et adéquats d'approvisionnement en eau et d'assainissement, en tant qu'instrument clé de lutte contre la pauvreté et d'accélération du développement socioéconomique, dans le cadre de la Stratégie nationale d'autonomisation et de développement économiques (NEEDS) et de la Stratégie étatique d'autonomisation et de développement économiques (SEEDS). La priorité accordée à ce secteur s'explique par le faible niveau actuel d'accès à l'eau potable et à un assainissement sûr dans le pays, qui a un impact sur la santé et les conditions de vie des populations, et notamment des populations urbaines pauvres.

2 Le projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain (UWSSP), qui est proposé dans les États d'Oyo et de Taraba, est l'un des projets prioritaires identifiés par le Gouvernement. Ces deux États et en particulier leurs capitales respectives, à savoir Ibadan (2,5 millions d'habitants) pour l'État d'Oyo, et Jalingo (environ 170 000 habitants) pour l'État de Taraba, ont été choisis en raison de leur très faible taux de couverture des services d'approvisionnement en eau (environ 3 %) et de leur engagement à améliorer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement en faveur des résidents des deux villes. La majorité des populations bénéficiaires (environ 70 %) vivent dans des zones mal desservies par l'infrastructure moderne d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Le projet couvre des quartiers résidentiels densément peuplés ainsi que des zones périurbaines des villes d'Ibadan et de Jalingo. Les principaux produits attendus du projet sont les suivants : i) la réhabilitation et l'extension des systèmes d'approvisionnement en eau ; ii) l'amélioration des installations d'assainissement dans les établissements scolaires, les centres de santé et les lieux publics ; et iii) les réformes institutionnelles et le renforcement des capacités en vue d'améliorer la gestion du secteur et des services publics. Les principaux produits des réformes institutionnelles et du renforcement des capacités seront l'amélioration des prestations en matière d'approvisionnement en eau par : i) la commercialisation et l'amélioration de la gestion des services publics ; ii) l'accroissement de la participation du secteur privé aux prestations grâce à l'adoption de modèles et contrats de partenariat public-privé (PPP), à la faveur de la fourniture d'une assistance technique et en matière d'investissement ; iii) la création d'autorités de régulation ; et iv) la promotion de l'assainissement et de l'hygiène. D'un coût estimé à 58,82 millions d'UC, le projet sera financé par un prêt FAD de 50 millions d'UC, une contribution de l'État d'Oyo de 6,45 millions d'UC, et une contribution de l'État de Taraba de 2,37 millions d'UC. Le projet sera exécuté sur une période de cinq ans. Il bénéficiera à quelque 1,5 million d'habitants/résidents des deux centres urbains d'Ibadan et de Jalingo dont 1,4 million à Ibadan et 0,1 million à Jalingo.

3 Dans l'ensemble, le projet contribuera à améliorer la santé publique et le niveau de vie dans les deux villes et leurs environs, à accroître les investissements et à relever les normes opérationnelles des activités industrielles et commerciales dans les deux villes, favorisant ainsi la création d'emplois, avec à la clé l'amélioration des moyens d'existence des résidents des deux villes et des zones environnantes. Le projet contribuera également à améliorer la performance et la viabilité du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les deux États. Il encouragera en outre la croissance des économies locales des deux villes, dans la mesure où une proportion substantielle de l'investissement sera consacrée aux dépenses liées aux marchés relatifs à la fourniture de matériaux locaux, de services de sécurité et de main-d'œuvre pour les travaux de construction, qui pourrait être assurée par des petites entreprises locales et des résidents locaux, galvanisant ainsi l'économie locale au cours de la phase de construction.

4 La politique nationale pour le secteur de l'eau met l'accent sur la mise en œuvre de réformes, en particulier l'adoption de modèles PPP, pour accroître les investissements ciblant le secteur, améliorer les normes opérationnelles et la viabilité commerciale des prestations dans le secteur. La mise en œuvre des réformes sectorielles est en cours, avec le concours des bailleurs de fonds qui investissent actuellement dans l'infrastructure pour améliorer les normes des prestations, afin de rendre les réformes plus attrayantes pour toutes les parties prenantes, et notamment pour les consommateurs.

5 En termes d'avantages comparatifs, depuis 1986, la Banque apporte au Gouvernement fédérale du Nigeria (FGN) un appui pour l'aider à développer le secteur de l'eau et de l'assainissement, au titre de huit projets couvrant onze États de la Fédération nigériane. Compte tenu de sa longue expérience, la Banque se trouve dans une position unique pour financer le projet proposé, en particulier à Ibadan, dans la mesure où elle pourra invoquer et pérenniser les acquis de son intervention antérieure qui ciblait principalement l'infrastructure de production d'eau. En outre, le financement du projet proposé contribuera à consolider et à maximiser l'impact de la participation et de l'appui continu de la Banque au secteur de l'eau au Nigeria, en particulier dans l'État de Taraba qui est également couvert par le projet multinational de développement de la culture du riz NERICA. Par ailleurs, le projet complètera les efforts des autres bailleurs de fonds ciblant le secteur. L'expérience de la Banque au Nigeria et en Afrique et les enseignements qu'elle en a tirés ont été pris en compte dans la conception du projet, notamment : i) la réduction et la rationalisation des conditions du prêt pour en faciliter la réalisation ; ii) la garantie de la qualité à l'entrée pour clarifier la définition des composantes, faire avancer l'élaboration d'un plan de passation de marchés et mener des consultations appropriées, lors de la phase d'évaluation, sur les dispositions en matière d'exécution ; iii) l'amélioration de la conception du projet pour accroître la viabilité du projet à long terme et améliorer la performance opérationnelle et financière des sociétés des eaux, en y incorporant des mesures pertinentes pour favoriser les réformes institutionnelles, les partenariats public-privé, la commercialisation des prestations, les systèmes de gestion, le renforcement des capacités en matière de gestion, la formation, les études, la promotion de l'hygiène et la sensibilisation des citoyens ; iv) la conclusion d'arrangements en matière de collaboration avec les autres bailleurs de fonds pour améliorer la coordination entre les différents acteurs ; et v) le renforcement du mécanisme de coordination entre le FGN, les États et les organes d'exécution, par l'intermédiaire du FMAWR.

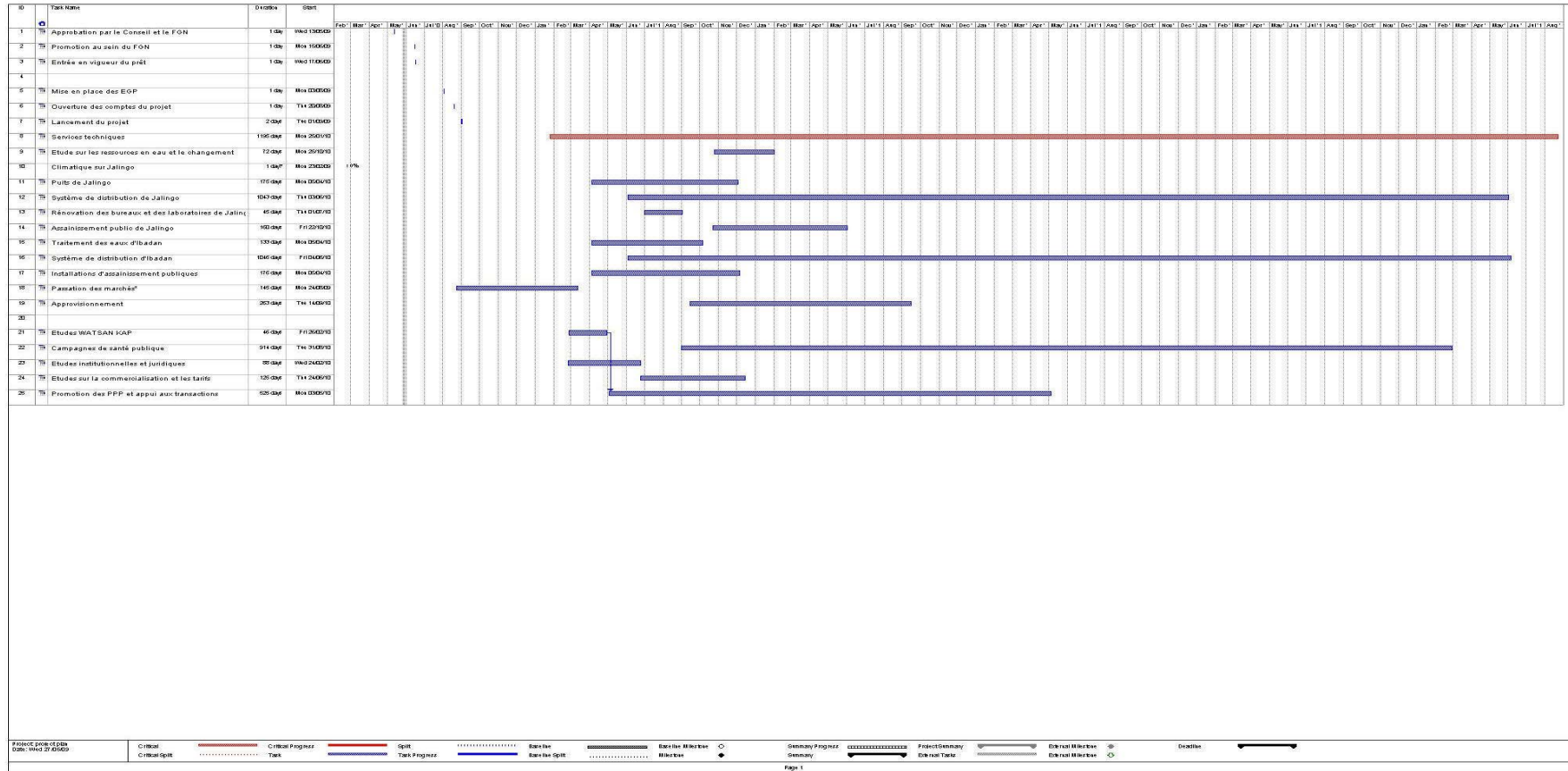
6 L'expérience acquise dans l'exécution du présent projet sera documentée dans le cadre des divers rapports établis au titre du projet, et notamment des rapports d'achèvement de projet, des rapports trimestriels d'étape, des rapports d'audit, des rapports de supervision, des rapports de revue à mi-parcours et d'achèvement du projet. Le savoir y afférent sera diffusé au sein de la Banque et sera pris en compte dans la conception et l'exécution de nouveaux projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain.

Nigeria
Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain dans les États d'Oyo et de Taraba
Cadre logique axé sur les résultats

HIÉRARCHIE DES OBJECTIFS	RÉSULTATS ATTENDUS	PORTÉE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	CIBLES INDICATIVES CALENDRIER	HYPOTHÈSES / RISQUES
<p>But :</p> <p>Améliorer le bien-être social et la santé des populations du Nigeria en vue de l'éradication de la pauvreté par le développement durable des installations WSS et l'atteinte des OMD.</p>	<p>Impact :</p> <p>1. Amélioration de la qualité de vie des citoyens. 2. Réduction de l'incidence de la pauvreté</p>	<p>Bénéficiaires :</p> <p>Populations du Nigeria</p>	<p>Indicateurs d'impact :</p> <p>1. Indices de développement humain 2. Niveaux de pauvreté</p> <p>Sources : Statistiques nationales , rapports du MOH, documents NEEDS</p>	<p>Progrès envisagés à long terme :</p> <p>1) Taux d'accès de 80 % (cible OMD) à l'eau potable et à l'assainissement d'ici à 2015, et accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2020, par rapport aux niveaux actuels de 54 % pour l'eau et de 53 % pour l'assainissement. 2) Réduction de la mortalité infantile de 110,6 en 2005 à 30,3 en 2015 3) Réduction de la mortalité des moins de cinq ans de 193,6 en 2005 à 63,7 en 2015 4) Réduction de la proportion de la population vivant dans la pauvreté de 54 % en 2005 à 21 % en 2015</p>	<p>Hypothèse énoncée :</p> <p>Maintien de l'engagement du Gouvernement en faveur de la stratégie de développement et de réduction de la pauvreté</p>
<p>Objectifs du projet : Objet du projet</p> <p>1) Accroître l'approvisionnement de la population en eau potable à Ibadan et Jalingo, pour passer à 80 % d'ici 2014, par rapports aux niveaux actuels d'environ 25 % à Ibadan et 30 % à Jalingo, et améliorer l'assainissement dans les établissements scolaires, les centres de santé et les lieux publics;</p> <p>2) Entreprendre la réforme et le renforcement des capacités institutionnelles</p>	<p>Résultats à moyen terme :</p> <p>1. Amélioration de l'accès à l'eau potable 2. Réduction de l'incidence de la diarrhée</p> <p>Résultats immédiats:</p> <p>1.1. Amélioration de la couverture et des prestations en matière d'approvisionnement en eau. 1.2. Disponibilité d'installations d'assainissement adéquates dans les lieux publics, les établissements scolaires et les centres de santé 2.1 Initiation des contrats pour les partenariats public-privé 2.2 Amélioration de la performance de la WCOS et de la TSWA en matière de gestion 2.3 CREATION DES AUTORITES DE REGULATION 2.4 SENSIBILISATION ACCRUE ET AMELIORATION DES ATTITUDES CONCERNANT LES PRATIQUES D'ASSAINISSEMENT, DE SALUBRITE DE L'ENVIRONNEMENT ET D'HYGIENE PERSONNELLE PARMIS LES ELEVES ET LES RESIDENTS DES ZONES PERIURBAINES D'IBADAN ET DE JALINGO.</p>	<p>Bénéficiaires :</p> <p>Populations et entreprises urbaines et périurbaines de Jalingo et d'Ibadan</p> <p>Sociétés des eaux (WCOS et TSWA), secteur privé, y compris les petits fournisseurs de services, ministères des ressources en eau des États d'Oyo et de Taraba, résidents de Jalingo et d'Ibadan (hommes, femmes et enfants), MoE, MoWCWF, Unité WASH,</p>	<p>Indicateurs de résultats à moyen terme :</p> <p>1. % des ménages ayant accès à l'eau potable de boisson en quantités suffisantes¹ 2. % de réduction de l'incidence de la diarrhée chez les moins de cinq ans</p> <p>Indicateurs de résultats immédiats:</p> <p>1.1.1 % des résidents bénéficiaires 1.2.1 Nombre d'établissements scolaires, de centres de santé et de marchés disposant d'installations d'assainissement adéquates et sûres 1.3.1 Réduction du taux d'abandon des études par les filles 2.1.1 Nombre de contrats PPP 2.1.2 Nombre de contrats de services de petite portée attribués aux groupes de femmes et aux femmes chefs d'entreprise pour la gestion des kiosques et des installations d'assainissement 2.2.1 Efficience de la facturation et du recouvrement 2.2.2 Pertes non comptabilisées 2.2.3 Heures d'approvisionnement 2.2.4 Qualité de l'eau 2.2.5 Couverture du coût E&M à partir des recettes 2.3.1 Création d'autorités étatiques de régulation 2.3.2 Autonomie de la TSWA et de la WCOS 2.3.3 Stratégie de raccordement en faveur des ménages à faible revenu 2.4.1 Cas de diarrhée chez les moins de cinq ans 2.4.2 Accès aux installations d'assainissement 2.4.3 Amélioration des comportements en matière d'hygiène (lavage des mains à des moments cruciaux, utilisation hygiénique des installations d'assainissement) 2.4.4 Programmes d'enseignement et matériels de formation à l'assainissement et à l'hygiène (A&H) Sources : RAP, rapports d'audit, rapports des secteurs de la santé et de l'éducation, rapports annuels des prestataires de services, rapports trimestriels des organes d'exécution.</p>	<p>Progrès envisagés à moyen terme :</p> <p>1.1.1 Accès à l'approvisionnement en eau pour 80 % des résidents de Jalingo et d'Ibadan d'ici à 2014, par rapport aux niveaux de 30 % et de 25 % de 2009 à Jalingo et à Ibadan, respectivement 1.2.1 Aménagement d'installations d'assainissement adéquates dans 26 établissements d'éducation de base, deux centres de santé et trois marchés à Jalingo, et dans 50 établissements d'éducation de base et dix marchés à Ibadan, en tenant compte des exigences pour les deux sexes, au plus tard en 2014. 1.3.1 Réduction du taux d'abandon de leurs études par les filles d'au moins 25 % d'ici à 2014 2.1.1 Contrats PPP (un à Jalingo et deux à Ibadan) d'ici à 2014 2.1.2 Attribution de 12 contrats de services de petite portée à Ibadan et de huit autres à Jalingo aux groupes de femmes et aux femmes chefs d'entreprise pour la gestion des kiosques et des installations sanitaires 2.2.1 Accroissement de l'efficacité de la tarification et du recouvrement des recettes, pour passer de 50 % à 90 % d'ici à 2014 2.2.2 Réduction des déperditions de plus de 70 % à 25 % pour Ibadan, et à 20 % pour Jalingo d'ici à 2014 2.2.3 Augmentation du nombre d'heures d'approvisionnement par journée de 4h à 18h d'ici à 2014 2.2.4 Qualité de l'eau et qualité des effluents des stations de traitement répondant aux normes nationales 2.2.5 Couverture des coûts E&M par les recettes d'ici à 2014 2.3.1.1 Création de la Direction des ressources en eau à Oyo d'ici à 2010 2.3.1.2 Création d'autorités de régulation du secteur de l'eau (une dans chaque État) d'ici à 2012 2.3.2.1 Autonomie de la TSWA d'ici à 2011 2.3.3 Mise en place d'une stratégie en faveur des pauvres des zones urbaines de Jalingo et d'Ibadan d'ici à 2012 2.4.1 Réduction des cas de diarrhée chez les moins de cinq ans d'au moins 30 % d'ici à 2014 2.4.2 Augmentation de 30 % de la proportion de résidents ayant accès à l'assainissement dans les zones périurbaines et semi-urbaines d'ici à 2014 2.4.3 Augmentation de 20 % de la proportion de résidents adoptant de meilleures pratiques d'hygiène d'ici à 2014 2.4.4 Révision et amélioration des programmes d'enseignement et des matériels de formation A&H</p>	<p>Hypothèse énoncée :</p> <p>1) Engagement du Gouvernement pour garantir le maintien de l'appui au secteur de l'eau et assainissement 2) Engagement des gouvernements des deux États en faveur des réformes politiques et institutionnelles, y compris des modèles PPP viables</p>
<p>Contributions et activités: Activités</p> <p>1) Réhabilitation et extension du réseau de distribution à Ibadan, et réhabilitation et extension du réseau de production et de distribution de l'eau à Jalingo 2) Étude sur les ressources en eau et conception des ouvrages de retenue et de traitement des eaux pour couvrir les besoins futurs de la ville de Jalingo 3) Construction d'installations publiques d'assainissement 4) Fourniture de services techniques au titre des réformes politiques et institutionnelles, du renforcement des capacités et de la supervision 5) Promotion de l'hygiène, de l'assainissement et de la gestion des déchets solides, et appui aux pauvres des zones urbaines pour les aider à aménager leurs propres installations d'assainissement</p>	<p>Produits:</p> <p>1.1 Réhabilitation/reconstruction des puits et creusage de nouveaux puits à Jalingo 1.2 Construction des réseaux de transport et de distribution à Ibadan et Jalingo 1.3 Construction des kiosques d'eau 1.4 Nombre de nouveaux raccordements en faveur des ménages, y compris le nombre de compteurs installés 2.1 Étude sur les ressources en eau et le changement climatique, y compris la conception d'un système pour couvrir les besoins à long terme en matière d'approvisionnement en eau dans la ville de Jalingo 3.1 Construction d'installations d'assainissement publiques 4.1 Étude sur le PSP et conception des transactions PPP et lancement des appels d'offres 4.2 Rapports sur les études relatives aux réformes institutionnelles et juridiques 4.3 Renforcement des capacités institutionnelles de la WCOS et de la TSWA 5.1 Mise au point de matériels IEC sur l'hygiène et l'assainissement 5.2 Formation des enseignants et des animateurs communautaires à la promotion de l'hygiène et de l'assainissement 5.3 Disponibilité d'installations d'assainissement individuelles pour les ménages pauvres des zones urbaines</p>	<p>Bénéficiaires:</p> <p>1) WCOS 2) TSWA 3) Communes de Jalingo et d'Ibadan 4) Opérateurs du secteur privé intervenant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement 5) Prestataires de services de petite portée dans le secteur de l'eau et de l'assainissement</p>	<p>Indicateurs de produits :</p> <p>1.1 Nombre de puits réhabilités/reconstruits 1.2 Longueur (en km) des réseaux de transport et de distribution réhabilités et construits 1.3 Nombre de kiosques d'eau construits 1.4 Nombre de nouveaux raccordements en faveur des ménages 2.1 Étude sur les ressources en eau et le changement climatique, et rapport sur la conception d'un système pour Jalingo 3.1 Nombre d'installations d'assainissement construites, qui tiennent compte des deux sexes dans les lieux publics et les établissements scolaires 4.1 Étude sur le développement du PSP et rapport sur la conception des transactions PPP 4.2 Nombre de rapports sur les réformes institutionnelles et sur l'étude relative à la réforme juridique achevés et mis en œuvre 4.3.1 Rapports soumis à la WCOS et la TSWA sur l'appui destiné à la formation et au renforcement des capacités 4.3.2 MIS pour la WCOS et la TSWA, y compris des indicateurs spécifiques de genre 4.3.3 Réhabilitation des bureaux de la TSWA et fourniture d'équipements à la TSWA et à la WCOS 5.1. Étude IKAP 5.1.1 Matériels IEC sur l'hygiène et l'assainissement 5.2.1 Nombre d'enseignants et d'enseignantes formés à la promotion de l'hygiène et de l'assainissement 5.2.2 Nombre de groupes de femmes et de femmes chefs d'entreprise formés en tant que fournisseurs de services de petite envergure</p> <p>Signature des accords relatifs aux contrats Sources 1) Rapports d'audit 2) Rapports trimestriels sur l'état d'avancement 3) RAP</p>	<p>Progrès envisagés à court terme :</p> <p>1.1 Réhabilitation/construction de 42 puits à Jalingo d'ici à 2011 1.2. Réhabilitation et construction de réseaux de transport et de distribution d'une longueur totale de 250 km à Jalingo et de 450 km à Ibadan 1.3. Construction de 100 kiosques d'eau 1.4. 30 000 nouveaux raccordements en faveur des ménages à Jalingo et 20 000 à Ibadan d'ici à 2014, et 30 000 raccordements en faveur des ménages à faible revenu 2.1 Achèvement de l'étude sur les ressources en eau et le changement climatique et du rapport sur la conception d'un système pour Jalingo au plus tard à la fin de février 2011 3.1 Aménagement de 300 installations publiques d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de lavage des mains, avec des dispositifs suffisants pour les hommes, les femmes et les personnes handicapées dans les établissements scolaires, les centres de santé et les lieux publics d'ici à 2014 4.1. Achèvement de l'étude sur le PSP et du rapport sur la conception des transactions PPP d'ici à 2011, et appui à la mise en œuvre d'ici à 2014 4.2. Rapport de l'étude sur les réformes institutionnelles d'ici à 2011 et rapports sur l'appui à la mise en œuvre d'ici à 2014 4.3.1 Appui à la WCOS et à la TSWA pour la formation et le renforcement des capacités d'ici à 2012 4.3.2 Mise en place du MIS, y compris le FMIS pour la WCOS, avec des indicateurs spécifiques de genre d'ici à la fin de 2010 4.3.3 Réhabilitation des bureaux de la TSWA et fourniture d'équipements à la TSWA et à la WCOS d'ici à la fin de 2010 5.1.1 Étude KAP pour Jalingo et Ibadan d'ici à la fin d'avril 2010 5.1.2 Matériels d'IEC sur l'hygiène et l'assainissement d'ici à la fin de 2010 5.2.1 Formation de 100 enseignants et inspecteurs sanitaires à la promotion de l'hygiène 5.2.2 Formation des élèves de 26 écoles primaires de Jalingo et de 50 écoles primaires d'Ibadan à l'assainissement et à l'hygiène, en tenant compte des besoins spécifiques des filles et des élèves vivant avec des handicaps 5.2.3 Constitution et formation de 20 groupes de femmes chefs d'entreprise à la prestation de services de petite portée dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement DECAISEMENT DE TOUS LES MONTANTS DES CONTRATS D'ICI A 2014</p>	<p>Hypothèse énoncée :</p> <p>1) Amélioration de l'alimentation en électricité des installations d'eau d'Ibadan et de Jalingo</p> <p>LE GOUVERNEMENT FOURNIT LES FONDS DE CONTREPARTIE A TEMPS ET SELON LES MONTANTS REQUIS</p>
<p>Ressources financières</p> <p>FAD : 50 millions d'UC Gov. : 8,824 millions d'UC Total : 58,824 millions d'UC</p>	<p>1) EXECUTION DES MARCHES RELATIFS A L'ACQUISITION BIENS ET TRAVAUX</p> <p>2) Exécution des marchés relatifs à la supervision technique 3) Exécution des marchés relatifs à l'AT et au contrôle technique</p>	<p>1) Entrepreneurs et fournisseurs du secteur privé 2) consultants</p>			

¹ At least 30 liters per capita per day

vi Calendrier du projet



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DE LA DIRECTION DU GROUPE DE LA BAD AU CONSEIL
D'ADMINISTRATION SUR LA PROPOSITION D'OCTROYER UN PRÊT AU NIGERIA POUR LE
FINANCEMENT DU PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN
MILIEU URBAIN DANS LES ETATS D'OYO ET DE TARABA**

La Direction soumet le rapport et la recommandation ci-après sur la proposition d'octroyer au Nigeria un prêt de 50 millions d'UC pour le financement du projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les États d'Oyo et de Taraba.

I. AXE STRATÉGIQUE ET JUSTIFICATION

1.1. Liens entre le projet et la stratégie et les objectifs du pays

1.1.1 L'importance de l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à un assainissement sûr participe de la nécessité d'un développement économique conduisant à la réduction de la pauvreté au Nigeria, conformément aux stratégies NEEDS et SEEDS. L'amélioration de l'accès à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement constitue une stratégie clé pour : a) l'amélioration du niveau de vie et de l'état de santé des populations ; b) l'atteinte des OMD liés à l'eau et à l'assainissement (taux d'accès de 80 % à l'eau potable et à l'assainissement d'ici à 2015, et couverture universelle au plus tard en 2020) ; et c) la contribution du secteur à la réalisation des OMD liés à la santé (réduction de la mortalité maternelle et de la mortalité infantile), à l'éducation, à l'égalité entre les deux sexes et à l'environnement. Le projet est également conforme à la politique nationale du FGN en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

1.1.2 Le projet est conforme aux objectifs de développement de la Banque, énoncés dans le document de stratégie-pays (DSP) pour 2005-2009, et notamment au pilier II qui est axé sur la stimulation d'une croissance fondée sur des secteurs autres que le secteur pétrolier, par le biais de l'aménagement de l'infrastructure, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif de niveau supérieur de la stratégie NEEDS consistant à créer un environnement plus favorable à l'activité du secteur privé. Le projet est également conforme au pilier I du DSP, dans la mesure où il appuiera le développement du capital humain, grâce à l'amélioration de l'état de santé des populations. L'intervention du Groupe de la Banque est en outre en phase avec les priorités du FAD-XI, axées sur la promotion de la réduction de la pauvreté par une croissance ayant pour moteur l'investissement dans les deux domaines prioritaires clés de l'infrastructure et de la gouvernance.

1.2 Justification de la participation de la Banque

1.2.1 Les principaux problèmes de développement auxquels vise à s'attaquer le projet sont les suivants : i) la faible performance des services publics ; ii) l'absence de régulation ; iii) l'état vétuste et délabré de l'infrastructure ; et iv) le très faible niveau des investissements. Le Gouvernement a reconnu la nécessité d'accroître les investissements ciblant le secteur et d'améliorer la prestation de services. Il a procédé à une réorientation fondamentale du concept de prestation de services. En séparant les investissements dans l'infrastructure et l'appropriation de celle-ci de l'exploitation des services, le Gouvernement entend promouvoir la concurrence avec les prestataires, avec à la clé des gains sur le plan économique. La stratégie centrale en matière d'approvisionnement en eau en milieu urbain consiste à améliorer la prestation de services par un recours optimal aux partenariats avec le secteur privé (PPP et PSP), la gestion et la prestation de services. L'intervention de la Banque est

nécessaire pour faciliter l'adoption des réformes institutionnelles, politiques, juridiques et gestionnaires nécessaires pour améliorer les normes de performance et garantir la viabilité à long terme des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les deux États. La Banque mondiale et l'Union européenne financent deux projets dont l'exécution est en cours et qui portent sur les réformes ciblant le secteur de l'eau en milieu urbain en vue d'améliorer et de rendre plus viable la prestation de services dans ce secteur. Ces projets de réformes couvrent notamment la réhabilitation et l'extension des réseaux, sur la base des PPP, y compris des activités connexes de renforcement des capacités des sociétés des eaux et d'autres fournisseurs de services, ainsi que la mise en place d'un cadre politique et réglementaire au niveau des États et l'adoption d'une politique nationale de l'eau, afin de garantir la viabilité financière des sociétés des eaux par l'élargissement de la base des consommateurs, et notamment du nombre des raccordements en faveur des ménages à faible revenu. Le projet proposé pour les États d'Oyo et de Taraba tiendra compte des enseignements tirés de ces projets. L'intervention de la Banque apportera une importante valeur ajoutée aux efforts déployés par le Gouvernement et les autres partenaires au développement pour améliorer la performance du secteur.

1.2.2 L'avantage comparatif et la valeur ajoutée de la Banque s'expliquent par son expérience cumulée et ses succès dans la mise en œuvre d'opérations ciblant le secteur de l'eau et de l'assainissement dans le pays. En particulier, la Banque occupe une position unique pour financer le projet proposé, dans la mesure où elle s'appuiera sur les acquis de son intervention antérieure au titre des phases I et II du projet d'approvisionnement en eau d'Ibadan, et où elle mettra à contribution son autre expérience acquise dans l'appui au développement du secteur de l'eau et de l'assainissement au Nigeria et dans d'autres pays du continent. Le financement du projet proposé contribuera à consolider la participation et l'appui continu de la Banque en faveur du secteur de l'eau au Nigeria.

1.3. *Coordination des bailleurs de fonds*

	Secteur ou sous-secteur	Importance		
		PIB	Exportations	Main-d'œuvre
	Eau et assainissement	-	-	-
Acteurs – Dépenses publiques annuelles (moyenne)				
	Gouvernement	Bailleurs de fonds	Banque mondiale	14,69 %
Millions d'UC	79,10 (FGN: 64,5, Oyo: 13,3, Taraba: 1,3)	48,20	DFID/UNICEF	2,52 %
%	62,14 %	37,86 %	UE	10,76 %
			BAD	8,00 %
			Water Aid	0,71 %
			JICA	1,18 %
Niveau de coordination des bailleurs de fonds				
	Existence de groupes de travail thématiques			Oui
	Existence de SWAP ou approches sectorielles intégrées			Oui
	Participation de la BAD à la coordination des bailleurs de fonds			Membre

1.2.3 La coordination des activités des bailleurs de fonds est assurée par l'intermédiaire du Groupe de coordination des bailleurs de fonds intervenant dans l'approvisionnement en eau et

l'assainissement (WSSDCG), qui a été créé et qui dispose d'un secrétariat au ministère fédéral de l'Agriculture et des Ressources en Eau (FMAWR), secrétariat ayant à sa tête un directeur adjoint. Le Groupe se réunit une fois par trimestre pour passer en revue les stratégies des bailleurs de fonds pour le secteur et les questions relatives à la mise en œuvre de ces stratégies, pour coordonner et harmoniser la conception et l'exécution des projets et programmes, et pour présenter une position commune sur les questions liées aux politiques et à la gouvernance du secteur. Un protocole d'accord (MOU), d'une durée de cinq (5) ans, a été signé en 2007 entre le FGN et les différents bailleurs de fonds, dont la Banque. Aux termes du MOU, les bailleurs de fonds s'engagent à mettre en œuvre des programmes permettant d'accomplir des progrès vers l'atteinte des OMD liés à l'eau et d'aligner la mise en œuvre de ces programmes sur la Déclaration de Paris. La sélection et la répartition des États entre les divers bailleurs de fonds pour bénéficier de leurs interventions se font sur la base de consultations entre bailleurs de fonds, sous la coordination du FMAWR et de la Commission nationale de planification, en appliquant à cet effet un ensemble de critères de référence pour la sélection des États. S'agissant de l'exécution du projet, des comités de coordination sont créés aux niveaux fédéral et étatique. Les divers acteurs, y compris les bailleurs de fonds, sont représentés au sein de ces comités.

II. DESCRIPTION DU PROJET

2.1 Composantes du projet

2.1.1 Le projet proposé vise deux grands objectifs : i) améliorer l'accès aux services d'approvisionnement en eau potable dans les villes d'Ibadan et de Jalingo, pour passer des taux d'accès actuels de 25 % à Ibadan et de 30 % à Jalingo à 80 % d'ici à 2014, grâce à la réhabilitation et à l'extension de l'infrastructure existante, et aménager les installations d'assainissement dans des lieux publics tels que les établissements scolaires, les centres de santé, les marchés et les aires de stationnement ; et ii) améliorer la gestion du secteur, la performance globale et la viabilité financière à long terme des services d'approvisionnement en eau en milieu urbain dans les deux États, grâce à la mise en œuvre de réformes institutionnelles et gestionnaires, y compris la revalorisation des tarifs, le renforcement des capacités et l'adoption de modèles viables de partenariats public-privé (PPP). Les composantes du projet sont décrites ci-dessous, et les annexes B2 et C2 fournissent de plus amples informations à ce sujet.

Tableau 2.1
Composantes du projet

	Titre de la composante	Coût (millions d'UC)	Description de la composante
1	Aménagement de l'infrastructure	42	<p><u>Approvisionnement en eau</u> : L'augmentation de la capacité de distribution à Ibadan pour passer du niveau actuel de 109 000 m³ par jour à 320 000 m³ par jour, et à Jalingo pour passer du niveau actuel de 4 900 m³ par jour à 28 000 m³ par jour, grâce à la réhabilitation et/ou à la construction de puits et à l'installation de compteurs (uniquement à Jalingo), et grâce à l'extension et/ou à la réhabilitation des réseaux de distribution d'eau, y compris les colonnes montantes, les postes de pompage et les réservoirs d'eau.</p> <p><u>Assainissement</u> : Construction d'installations d'assainissement améliorées pour les établissements scolaires, les centres de santé, les marchés et d'autres lieux publics, et amélioration des installations de gestion des déchets solides (uniquement à Jalingo).</p> <p><u>Protection de l'environnement</u> : i) Aménagement d'installations de protection de l'environnement tout autour des puits et transfert de l'abattoir de Jalingo dans un autre lieu ; ii) élimination de la boue dans les stations de traitement des eaux d'Ibadan ; et iii) réalisation de l'étude sur les ressources en eau et le changement climatique, y compris la conception d'un système permettant de répondre aux besoins à long terme à Jalingo.</p>
2	Réformes institutionnelles et renforcement des capacités	7,37	<p><u>Cadre juridique</u> : i) Création de la Direction des ressources en eau dans l'État d'Oyo et appui à cette direction ; ii) promotion des partenariats public-privé ; iii) réformes politiques et développement institutionnel, y compris la création d'autorités de régulation et la mise en place d'une stratégie pour les raccordements en faveur des ménages à faible revenu</p> <p><u>Renforcement des capacités</u> : i) Réalisation d'études par la Direction dans les domaines de la comptabilité, des tarifs, de la facturation et de la gestion du personnel pour améliorer la performance des deux entités ; ii) appui aux sociétés des eaux des deux États, y compris en matière de prestation de services, de performance dans la gestion, de commercialisation et d'orientation des consommateurs, et d'équipements opérationnels ; iii) études sur les PPP et appui aux transactions y afférentes ; iv) appui aux fournisseurs de services de petite envergure, y compris pour les matériels relatifs à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, la gestion des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, en particulier celles qui ciblent les groupes de femmes et/ou les femmes chefs d'entreprise ; et v) l'éducation à l'hygiène et la promotion de l'assainissement, ainsi que la sensibilisation des communautés et les activités de mobilisation dans les établissements scolaires, les ménages et les lieux publics</p>
3	Gestion du projet	0,63	i) Coût de supervision et d'exploitation du projet ; ii) AT au titre de la gestion financière et de la passation de marchés ; iii) appui logistique pour la gestion du projet ; et iv) audit.
	Provisions pour aléas techniques	5,34	
	Provisions pour aléas financiers	3,48	

2.2 *Solution technique retenue et autres options explorées*

2.2.1 Au titre du projet, diverses options techniques ont été explorées, en tenant compte des ressources en eau disponibles, des diverses technologies, des coûts d'investissement et des coûts d'exploitation et de maintenance, de la disponibilité des pièces de rechange, ainsi que des besoins en ressources humaines. La capacité actuelle de production à Ibadan est de plus de 320 000 m³ par jour, alors que la capacité de distribution n'est que de 109 000 m³ par jour, d'où l'impératif d'étendre le réseau de distribution pour augmenter le nombre de consommateurs et, partant, la viabilité financière et la durabilité. À Jalingo, les puits sont la source préférée d'approvisionnement en eau, dans la mesure où les eaux de surface sont soit largement contaminées, soit éloignées de la ville, ce qui rend plus coûteuse leur exploitation. Les installations d'assainissement individuelles représentent l'option retenue parce qu'il n'existe pas un réseau central d'évacuation des eaux usées dans les zones concernées, mais l'aménagement de telles installations entraîne des coûts substantiels.

2.2.2 L'option relative à l'aménagement de systèmes de gestion des déchets solides et d'évacuation des eaux usées dans les deux villes a été envisagée. En raison du coût élevé (et de l'indisponibilité des fonds), cette option n'a pas été retenue. La gestion des déchets solides et l'évacuation des eaux usées, qui représentent une option visant à protéger les puits creusés à Jalingo, ont cependant été retenues, tel qu'indiqué plus en détail à la section 3.2 et à l'annexe B8.

2.2.3 S'agissant de l'appui institutionnel, les autres options envisagées pour améliorer la performance du secteur sont notamment : i) la fourniture de services d'approvisionnement en eau, en recourant uniquement à l'assistance, afin de renforcer les capacités et d'améliorer les systèmes de gestion ; ii) la concentration sur l'amélioration du seul cadre institutionnel et réglementaire du secteur; et iii) la mise en place d'un programme complet de privatisation dans le secteur. Une approche holistique pour s'attaquer à tous les problèmes du secteur dans les deux États a été jugée plus indiquée, dans la mesure où une telle approche devrait garantir la viabilité du projet à long terme.

Tableau 2.2
Autres options envisagées pour le projet et raisons de leur rejet

Titre de l'option	Brève description	Raisons du rejet
i) Collaboration avec la WCOS et la TWSA sans recourir aux PPP.	Réformes juridiques et institutionnelles, et renforcement des capacités pour parvenir à l'autonomie et au renforcement des capacités de commercialisation de la WCOS et de la TWSA.	L'expérience antérieure au Nigeria, dans les efforts de renforcement des capacités des services d'approvisionnement en eau pour qu'ils puissent assurer avec efficacité l'exploitation et la maintenance des systèmes d'approvisionnement en eau, n'a pas abouti aux résultats attendus. L'approche axée sur les PPP (stratégie du FGN/FMWAR) est plus prometteuse, tel que cela ressort de l'expérience dans les États de Lagos et de Cross River.
ii) Assainissement axé sur l'évacuation des eaux usées.	Aménagement de systèmes d'assainissement basés sur l'évacuation des eaux usées dans les établissements scolaires et les centres de santé.	Inexistence des réseaux
iii) Systèmes de gestion des déchets solides et d'évacuation des eaux usées	Aménagement de décharges à vocation d'assainissement et de canalisations pour l'évacuation des eaux usées, et achat d'équipements de gestion des déchets solides	En raison de l'insuffisance des fonds, seuls les ouvrages visant à protéger les puits à Jalingo ont été retenus.
iv) Galeries d'infiltration	Réhabilitation et extension des anciennes galeries d'infiltration de Jalingo	Concentration de bâtiments dans la zone environnante et risques de contamination élevés, sans compter que le coût de traitement élevé rend cette option plus onéreuse.

2.3 Type de projet

2.3.1 Le projet est une opération autonome. Compte tenu du système fédéral en place et du grand nombre d'États de la Fédération nigériane, les bailleurs de fonds ont eu recours à cette approche pour mettre en place le projet, étant donné que le financement pouvait être adapté ou ciblé pour répondre à des besoins spécifiques.

2.4 Coût du projet et arrangements en matière de financement

2.4.1 Le coût total du projet, compte non tenu des impôts et droits, est de 58,824 millions d'UC, dont 35,645 millions d'UC (60,6 %) en devises, et 23,179 millions d'UC (39,4 %) en monnaie locale, les provisions pour aléas s'établissant à 8,514 millions d'UC (14,5 %). Le coût du projet par composante, en millions d'UC, et le plan de financement sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 2.3
Coût estimatif du projet par composante [montants en équivalents de millions d'UC]

Composante	Ibadan			Jalingo			Total			
	Mon. locale	Dev.	Total	Mon. locale	Dev.	Total	Mon. locale	Dev.	Total	%
1. Aménagement de l'infrastructure	12,74	18,77	31,51	4,37	6,12	10,49	17,11	24,89	42	84
Champs de puits				0,42	1,17	1,59	0,42	1,17	1,59	3,2
Réseau de distribution	11,76	16,93	28,69	2,84	3,4	6,24	14,6	20,33	34,93	69,9
Assainissement dans les établissements scolaires, les centres de santé et les lieux publics	0,61		0,61	0,25		0,25	0,86		0,86	1,7
Atténuation des effets environnementaux et installations de protection	0,37		0,37	0,86		0,86	1,23		1,23	2,5
Services techniques		1,84	1,84		1,35	1,35		3,19	3,19	6,4
Étude sur le changement climatique/ressources en eau à Jalingo					0,2	0,2		0,2	0,2	0,4
2. Réformes institutionnelles et renforcement des capacités	1,02	3,60	4,62	0,55	2,2	2,75	1,57	5,8	7,37	14,7
Appui institutionnel	0,60	2,50	3,10	0,43	1,80	2,23	1,03	4,30	5,33	10,7
Études et transactions PPP		0,60	0,60		0,40	0,40		1,00	1,00	2
Étude d'actualisation sur l'assainissement à Ibadan		0,50	0,50					0,50	0,5	1
Sensibilisation sur l'assainissement, l'hygiène, l'éducation et l'environnement	0,42		0,42	0,12		0,12	0,54		0,54	1,1
3. Gestion du projet	0,36		0,36	0,27		0,27	0,63		0,63	1,3
Charges d'exploitation	0,18		0,18	0,18		0,18	0,36		0,36	0,7
Appui logistique à la gestion du projet	0,10		0,10	0,04		0,04	0,14		0,14	0,3
Audit du projet	0,08		0,08	0,05		0,05	0,13		0,13	0,3
Total, coût de base	14,12	22,37	36,49	5,19	8,32	13,51	19,31	30,69	50	85,53
Provisions pour aléas techniques	1,41	2,58	3,99	0,52	0,83	1,35	1,93	3,41	5,34	8,55
Provisions pour aléas financiers	1,41	1,13	2,54	0,52	0,42	0,94	1,93	1,55	3,48	5,92
Total général	16,94	26,08	43,02	6,23	9,57	15,8	23,17	35,65	58,82	100

2.4.2 Le projet sera cofinancé par le FAD, le Gouvernement de l'État d'Oyo et le Gouvernement de l'État de Taraba, conformément au plan de financement ci-dessous. Les contributions gouvernementales couvriront une partie du coût en monnaie locale de l'infrastructure des champs de puits, du réseau de distribution et des installations d'assainissement publiques, ainsi que les charges d'exploitation.

Tableau 2.4
Sources de financement [montants en équivalents de millions d'UC]

Source	État d'Oyo			État de Taraba			Projet			
	Mon. locale	Dev.	Total	Mon. locale	Dev.	Total	Mon. locale	Dev.	Total	%
Prêt FAD	10,49	26,08	36,57	3,86	9,57	13,43	14,36	35,65	50,00	88
Gouvernements des États	6,45		6,45	2,37		2,37	8,82		8,82	12
Total	16,94	26,08	43,02	6,23	9,57	15,80	23,18	35,65	58,82	100

Tableau 2.5
Coût du projet par catégorie de dépenses [montants en millions d'UC]

	Catégorie de dépenses	Devises	Mon. locale	Total	% devises	% coût de base
A.	Travaux	21,99	16,27	38,26	57	77
B.	Biens	1,24	0,74	1,98	63	4
C.	Services	7,77	1,6	9,37	83	19
D.	Divers		0,39	0,39		1
	Total, coût de base	31	19,32	50	59	100
	Provisions pour aléas techniques	3,1	1,93	5,03	62	10
	Provisions pour aléas financiers	1,55	1,93	3,48	45	7
	Coût total du projet	35,65	23,18	58,82	59	

Tableau 2.6
Programmation des dépenses par composante [montants en millions d'UC]

Composante	2010	2011	2012	2013	2014	Total
Aménagement de l'infrastructure	6,95	14,04	14,49	4,20	2,32	42
Réformes institutionnelles et renforcement des capacités	0,89	2,93	3,21	0,24	0,10	7,37
Gestion du projet	0,08	0,15	0,25	0,09	0,06	0,63
Total, coût de base	7,92	17,12	17,95	4,53	2,48	50
Provisions pour aléas techniques	0,75	0,89	0,89	0,89	0,89	5,03
Provisions pour aléas financiers	0,52	0,08	0,08	0,08	0,08	3,48
Coût total du projet	9,19	18,09	18,92	5,50	3,45	58,82

2.5 Zones et populations cibles du projet

2.5.1 Le projet proposé vise des établissements urbains et périurbains tels que des écoles, des marchés et des centres de santé d'Ibadan (État d'Oyo) et de Jalingo (État de Taraba). Les bénéficiaires directs seront 1,5 million de citoyens (dont 1,4 million à Ibadan et 0,1 million à Jalingo) ainsi que la Société des eaux de l'État d'Oyo (WCOS) et l'Agence d'approvisionnement en eau de l'État de Taraba (TSWSA). Les principaux résultats attendus du projet sont l'amélioration de la couverture et du fonctionnement des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones couvertes par le projet, et l'amélioration de la performance de la WCOS et de la TSWSA.

2.5.2 Les résidents et/ou les petits usagers tireront parti de l'amélioration des prestations, aussi bien en termes d'accès qu'en termes de quantités. Le service à la clientèle va substantiellement s'améliorer, les premiers contrats PPP devant être des contrats de gestion. Les capacités des services d'approvisionnement en eau seront renforcées, ce qui permettra de

perfectionner les compétences dans les secteurs clés, notamment : la conception et la gestion des contrats PPP, la passation de marchés et la communication avec les différentes parties prenantes. Les gouvernements des États tireront parti des réformes. Les réformes aboutiront notamment à la mise en place de cadres étatiques de réglementation et d'orientation permettant d'augmenter le nombre de raccordements en faveur des ménages à faible revenu.

2.5.3 Le renforcement des capacités bénéficiera par ailleurs aux prestataires de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement de petite envergure (gestion de kiosques et d'installations d'assainissement publiques, avec comme principales cibles les groupes de femmes, les groupes et les consultants œuvrant à l'amélioration de l'assainissement, etc.). L'adoption de meilleures pratiques d'hygiène et le recours à l'assainissement conduiront à des milieux plus sains, au profit de tous les résidents des deux villes d'Ibadan et de Jalingo.

2.6 *Processus participatif pour l'identification, la conception et l'exécution du projet*

2.6.1 Depuis juillet 2008, la responsabilité de la préparation des études de faisabilité incombe à la WCOS et à la TSWSA. La préparation de ces études a fait l'objet d'un suivi et a bénéficié d'un concours de la Banque. L'évaluation du projet a été effectuée conjointement par le FMAWR, les deux États concernés, la WCOS, la TSWSA et la Banque, en consultation avec la Banque mondiale, l'UE, l'UNICEF, l'USAID, la GTZ, la JICA et le DFID à Abuja. La mission d'évaluation a visité certains établissements scolaires, marchés et centres de santé dans les zones couvertes par le projet pour discuter de l'aménagement des installations d'assainissement. Des consultations publiques ont été menées avec des ONG et des communautés sélectionnées dans les zones périurbaines.

2.6.2 Avec l'appui de l'UE et de la Banque mondiale, le secteur de l'eau dans les zones urbaines a été au centre d'un certain nombre de réformes soutenues au cours des cinq dernières années. La Politique nationale de 2000 pour le secteur de l'eau et de l'assainissement est en cours d'actualisation (un projet d'actualisation a été préparé). Les principaux outils, stratégies et directives visant à améliorer la gestion du secteur ont été élaborés, y compris : a) les Directives d'application pour la mobilisation de l'investissement dans le secteur de l'eau (WIMAG) ; b) le Cadre de réglementation de l'investissement et des services publics sectoriels ; c) le Cadre de suivi et d'évaluation de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement ; d) la loi type pour la réglementation des services d'approvisionnement en eau ; e) le Manuel de réglementation des services d'approvisionnement en eau ; f) la Stratégie pour les prestations en faveur des ménages à faible revenu et la Réforme opérationnelle des sociétés étatiques des eaux ; g) le Cadre pour les partenariats public-privé dans les services d'approvisionnement en eau au Nigeria ; et h) le modèle pour les services financiers. Ces stratégies, directives et outils ont été pris en compte dans la préparation du projet et seront intégrés dans son exécution.

2.6.3 Au cours de la phase d'exécution, il sera fait appel à un processus participatif s'appuyant principalement sur des ateliers de consultations pour : i) l'élaboration des réformes et stratégies, et notamment des modèles PPP, de la stratégie pour les raccordements en faveur des ménages à faible revenu, et des structures tarifaires appropriées ; ii) le choix des options en matière de technologies et de gestion pour les kiosques d'eau et les installations d'assainissement ; et iii) le partage des résultats et des enseignements tirés en vue de trouver des solutions aux problèmes rencontrés dans l'exécution du projet. Pour ce qui est de l'engagement du secteur privé, en plus de son association aux ateliers participatifs visant à recueillir les contributions à l'élaboration des stratégies, le secteur privé sera consulté au sujet de la conception des transactions PPP.

2.7 *Prise en compte dans la conception du projet de l'expérience du Groupe de la Banque et des enseignements tirés*

2.7.1 L'expérience et les enseignements tirés par la Banque dans le secteur concernent notamment : i) les difficultés à satisfaire aux conditions préliminaires des prêts qui sont souvent jugées trop complexes par le FGN et les gouvernements des États, entraînant de ce fait des retards dans l'exécution des projets ; ii) le peu d'attention accordée par la Banque à la qualité de ses projets (*qualité à l'entrée*), en particulier en ce qui concerne la passation de marchés, le nombre de composantes et les dispositions en matière d'exécution ; iii) la communication institutionnelle peu efficace entre les différentes parties prenantes dans l'exécution des projets appuyés par la Banque, par exemple le FGN, les gouvernements des États de la Fédération et les cellules chargées de l'exécution des projets (CEP) ; iv) les effectifs modestes, peu motivés, mal formés et parfois inadéquats des CEP ; v) la participation limitée du secteur privé ; vi) le manque de viabilité des projets après leur achèvement ; vii) le peu d'attention accordée aux aspects des projets relatifs à l'assainissement ; et viii) le manque d'efficacité dans la gestion financière, du fait du déblocage tardif des fonds de contrepartie et des problèmes liés au réapprovisionnement des comptes spéciaux.

2.7.2 L'expérience et les leçons apprises par la Banque dans l'exécution de projets ciblant le secteur de l'eau et de l'assainissement qu'elle a financés par le passé ont été pleinement prises en compte dans le projet, comme en témoignent : i) la réduction et la rationalisation des conditions du prêt pour en faciliter la réalisation, sans remettre en cause les aspects essentiels ; ii) l'amélioration de la conception du projet et la clarification de la définition de ses composantes, la préparation à l'avance d'un plan pour la passation de marchés et la conduite de consultations appropriées, au cours de la phase d'évaluation du projet, sur les dispositions en matière d'exécution ; iii) la conclusion d'arrangements de collaboration avec les autres bailleurs de fonds pour améliorer la coordination entre les différents acteurs ; iv) le renforcement du mécanisme de coordination entre le FGN, les États et les organes d'exécution, par l'intermédiaire du FMAWR ; v) l'amélioration de la conception du projet pour y inclure des composantes relatives à l'assainissement, au renforcement des capacités et à la formation du personnel des organes d'exécution, et pour accroître la viabilité à long terme du projet et améliorer la performance de la WCOS et de la TSWSA dans la gestion opérationnelle et financière, par l'inclusion de composantes telles que les réformes institutionnelles et les partenariats public-privé, grâce aux contrats de gestion, à la commercialisation des services et à l'assurance que les tarifs couvrent les charges d'exploitation, de maintenance et d'amortissement à la fin du projet, afin de garantir la pérennité des investissements, des systèmes de gestion, du renforcement des capacités gestionnaires, et de la sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement ; sensibiliser les résidents à la nécessité de payer pour les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ; et sélectionner les options appropriées pour la construction des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

2.8 *Indicateurs clés de performance*

2.8.1 Les indicateurs clés de performance du projet permettront de suivre les produits et résultats attendus. Au nombre des résultats, l'on pourrait citer : i) l'augmentation du taux d'accès à l'eau potable pour les résidents ; ii) l'augmentation du nombre d'établissements scolaires et de centres de santé disposant d'installations d'assainissement adéquates ; iii) l'amélioration de la qualité de la prestation de services (par exemple l'augmentation du

nombre d'heures d'approvisionnement, la conformité avec les normes nationales établies en matière d'approvisionnement en eau) ; iv) la performance financière des sociétés étatiques des eaux ; v) l'augmentation du nombre de contrats PPP ; et vi) la réduction du nombre de maladies liées à l'eau et aux problèmes d'assainissement, soit autant de résultats prévus dans la matrice axée sur les résultats. Les principaux indicateurs de produits sont notamment : i) le nombre de kilomètres de réseaux de distribution réhabilités et construits ; ii) le nombre de nouveaux raccordements en faveur des ménages ; iii) le nombre d'installations d'assainissement dans les lieux publics et les établissements scolaires, aménagées séparément pour les hommes et les femmes ou les filles et les garçons ; iv) la conception des transactions PSP et PPP ; v) les attitudes et pratiques dictées par le savoir sur l'hygiène et l'assainissement ; vi) les matériels d'IEC sur l'hygiène et l'assainissement. La section 4.2 et l'annexe B9 décrivent l'assignation des responsabilités en matière de suivi et d'évaluation.

III. FAISABILITÉ DU PROJET

3.1 Performance économique et financière

Tableau C.1
Données économiques et financières clés

TRF, en VAN (scénario de base 5 %)	13,3 %, soit 2 407 millions de naira
TRE, en VAN (scénario de base 12 %)	29,7 %, soit 16 050 millions de naira en VAN

3.1.1 L'annexe B7 présente les hypothèses retenues comme base du calcul du TRF et du TRE. Les principales hypothèses sont les suivantes : les flux de coûts englobent le coût d'investissement ; le coût d'exploitation et de maintenance (E&M) ; et le coût de réinvestissement de 10 % après une durée de vie du cycle du projet de dix ans. Le projet est également supposé produire de l'eau à partir de la quatrième année de son exécution. La durée de vie économique du projet est estimée à 20 ans, avec une valeur résiduelle de 20 % à la fin, dans la mesure où trois quarts du coût du projet seront consacrés à l'acquisition et à la pose de canalisations d'une durée de vie allant jusqu'à 50 ans. Du point de vue des sociétés des eaux, les avantages financiers du projet seront fonction de l'augmentation progressive de la production et des ventes d'eau à Jalingo et à Ibadan, pour atteindre une consommation de 87 300 m³ par jour à des fins domestiques, industrielles et commerciales ; ainsi que des recettes additionnelles générées par l'augmentation des tarifs. Quant aux avantages économiques du projet, ils sont principalement liés à la promotion des activités économiques qui relanceront le rendement industriel et commercial dans les deux villes, comme en témoignera la consommation excédentaire, à la faveur de la disponibilité d'un approvisionnement fiable en eau et de l'amélioration des services d'assainissement fournis aux populations. Le projet offre d'autres avantages économiques substantiels, tels que les avantages liés à la santé et à l'environnement, qui ne peuvent être quantifiés en raison de l'indisponibilité des données.

3.2 Impact environnemental et social

Impact environnemental

3.2.1 Le projet a été classé dans la catégorie 2, conformément aux politiques et procédures environnementales et sociales de la BAD. Ce classement s'explique principalement par les facteurs suivants : 1) la réhabilitation et l'extension des réseaux de production et de

distribution d'eau ; 2) la construction d'installations d'assainissement dans des lieux publics tels que les établissements scolaires, les hôpitaux, les marchés et les gares routières ; 3) la mise en œuvre de réformes et le renforcement des capacités ; et 4) la gestion du projet. Des rapports complets de l'EIES ont été préparés en 2008-2009 pour les deux volets du projet. Les résumés des plans de gestion environnementale et sociale (PGES) ont été préparés en vue de leur publication sur le site web. Les effets attendus pour les deux villes sont les suivants : 1) les effets environnementaux ayant un impact négatif sur le projet et ses résultats, plutôt que l'inverse, et plus précisément le ruissellement/drainage des eaux de surface à Jalingo et la contamination, par les déchets solides, des puits qui constituent les sources d'eau pour cette ville ; 2) les effets attendus du projet, qui devraient être principalement positifs, dans la mesure où ce projet vise à améliorer l'accès à un approvisionnement en eau potable et à des services d'assainissement sûrs ; 3) les effets négatifs du projet sur l'environnement, qui seront ressentis plus probablement au cours de la phase des travaux de construction et qui seront atténués par les clauses visant expressément la protection de l'environnement, à inclure dans les contrats relatifs aux marchés et appliquées pendant la phase de construction.

3.2.2 Les mesures d'atténuation adoptées et intégrées dans le volet du projet concernant Jalingo sont les suivantes : 1) la construction de diguettes de protection, de déviation et de sauvegarde contre les eaux de ruissellement venant des hauteurs et la prévention de l'intrusion humaine et animale dans les champs de puits ; 2) la plantation d'une ceinture d'arbres tout autour des champs de puits pour éliminer les polluants des flux d'eau de surface avant qu'ils n'atteignent les nappes souterraines ; 3) la construction par le Gouvernement de l'État de canalisations de drainage et de buses pour éviter l'orientation des eaux de ruissellement vers les champs de puits ; et 4) le déplacement de l'abattoir, qui est une importante source de pollution des ressources en eaux. Pour la ville d'Ibadan, compte tenu de la taille de ce volet du projet et du montant de l'allocation qui lui est destinée, les mesures d'atténuation seront limitées à une étude sur la gestion des déchets et des polluants.

3.2.3 L'annexe B8 présente le coût détaillé des mesures d'atténuation. Le coût total des mesures d'atténuation est de 0,25 million d'UC pour Ibadan et de 0,21 million d'UC pour Jalingo.

Changement climatique

3.2.4 Pour Jalingo, le changement climatique doit probablement être pris en considération, dans la mesure où cette ville est située dans une zone de sécheresse, caractérisée par des précipitations irrégulières et par l'intermittence du débit des cours d'eau (pour l'alimentation des champs de puits). En outre, le champ de puits de Magami, dont l'exploitation est en cours, enregistre déjà une baisse de rendement. Les mesures d'atténuation intégrées dans le projet sont axées sur la réalisation d'une étude que les autorités locales peuvent utiliser par la suite pour élaborer une solution de rechange et garantir la pérennité des ressources en eau à Jalingo. La région d'Ibadan a un climat typiquement tropical, avec un taux élevé d'humidité, des précipitations excédentaires d'environ 1 500 mm par an, des températures maximales modérées et des nuages relativement épais à longueur d'année. Le climat est relativement stable pour ce qui est des précipitations totales annuelles. Même si l'on enregistre dans la région un changement climatique mesurable, il est peu probable que celui-ci affecte les ressources en eau disponibles pour le projet, en l'absence d'un impact sur le réservoir du barrage.

Impact sur le genre

3.2.5 Le projet contribuera à réduire le temps consacré à la collecte de l'eau, à améliorer l'état de santé et, partant, à réduire la nécessité de dispenser des soins aux membres du ménage, pour cause de maladie. La pression économique émanant des ménages non raccordés au système de distribution, qui déboursent actuellement d'importants frais pour la consommation d'eau (consacrant à l'eau plus de 10 % de leur revenu mensuel) et les traitements médicaux, baissera, ce qui aura un impact positif sur les femmes dont la charge de travail se trouvera ainsi réduite. Dans le cadre du projet, 20 groupes de femmes entrepreneurs seront constitués et bénéficieront d'une formation en tant que prestataires de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement de petite envergure. Il sera également dispensé aux résidents une formation au ramassage des ordures ménagères, à l'élimination des eaux usées, à la promotion de l'hygiène, à l'utilisation de l'eau et à la gestion de l'eau, avec un accent particulier sur les femmes qui seront spécialement ciblées. Le projet devrait donc aboutir à une amélioration de l'état de santé, de la situation économique et de la qualité de vie des populations.

3.2.6 Le projet vise à augmenter d'au moins 30 % le nombre de femmes membres des associations de consommateurs d'eau, conformément à la politique nationale pertinente. Le projet vise également à promouvoir le recrutement de femmes dans la catégorie professionnelle par les deux organes d'exécution en vue d'atteindre la cible nationale de 30 % (il y a actuellement au sein de chacune des deux sociétés choisies comme organes d'exécution du projet deux femmes seulement à des postes de la catégorie professionnelle, soit moins de 5 % de tout le personnel professionnel). Conformément à la Stratégie nationale pour les prestations en faveur des ménages à faible revenu (LIHSS), le projet conduira à la création d'une unité pour les ménages à faible revenu des zones urbaines au sein des deux sociétés des eaux, qui sera chargée des pauvres des zones urbaines et de la prise en compte des questions de genre dans les activités de chaque société. Tous les membres du personnel (aussi bien les hommes que les femmes) des organes d'exécution seront sensibilisés sur les questions de genre liées à l'eau et à l'assainissement. Dans le cadre du projet, un appui technique et en termes de capacités sera fourni aux ministères des deux États en charge de l'eau pour promouvoir la prise en compte des questions de genre au sein des conseils et institutions du secteur de l'eau et de l'assainissement. (L'annexe B8 fournit de plus amples informations à ce sujet).

Impact social

3.2.7 Grâce à l'accroissement des capacités de production et de distribution, quelque 100 000 et 1 375 000 personnes supplémentaires à Jalingo et Ibadan respectivement auront accès à l'eau potable et à l'assainissement, à la faveur de la réhabilitation et de l'extension du système d'approvisionnement en eau. Le niveau de consommation d'eau, qui est actuellement d'environ 10 litres par personne par jour, sera porté au moins à 20 litres. Le projet appuiera l'élaboration dans chaque État d'une stratégie en faveur des pauvres des zones urbaines d'ici à 2012, au titre du Cadre national pour les ménages urbains à faible revenu (ULIH). Le projet facilitera la construction de 100 kiosques d'eau pour les résidents qui ne peuvent pas avoir accès à des raccordements à domicile ou dans les concessions. Ces kiosques permettront d'accroître la consommation d'eau et la proportion des ménages pauvres ayant accès à l'eau.

3.2.8 Synchronisée avec la promotion de l'hygiène, cette intervention contribuera à réduire le taux de mortalité infantile, qui sera ramené de 110,6 pour 1 000 à 30,3 pour 1 000

au plus tard en 2015. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans devrait également être ramené de 193,6 pour 1 000 à 63,7 pour 1 000 au plus tard en 2015, grâce à une réduction de l'incidence de la diarrhée (la principale cause de mortalité infantile) chez les moins de cinq ans de 30 % d'ici à 2015. Au niveau communautaire, les campagnes de sensibilisation du public sur la promotion de l'assainissement et de l'hygiène devraient permettre d'améliorer de 30 % l'accès à l'assainissement et d'augmenter de 20 % le nombre de résidents adhérant à des pratiques améliorées d'hygiène d'ici à 2014, tout en contribuant au développement humain et économique, et en réduisant leurs dépenses de santé.

3.2.9 Le projet aboutira à l'aménagement d'installations adéquates d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans toutes les 26 écoles primaires de Jalingo. Il fournira également des installations publiques d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (lavage des mains) dans les centres de santé et les marchés de cette ville. Pour ce qui est d'Ibadan, le projet desservira 50 écoles primaires et 10 marchés. La conception des installations sera faite de façon à répondre aux besoins de chacun des deux sexes (installations distinctes pour les filles et les garçons, et pour les institutrices et les instituteurs), ainsi qu'aux normes nationales concernant le ratio par élève. Le taux d'abandon de leurs études par les filles devrait ainsi baisser de 25 % d'ici à 2015, tandis que la participation des élèves à une éducation positive et créatrice devrait être garantie. La formation de 100 enseignants et inspecteurs sanitaires à la promotion de l'hygiène devrait bénéficier à un plus grand nombre d'établissements scolaires et de communautés. Cette approche sera complétée par une révision des programmes d'enseignement existants pour l'hygiène et par la production de matériels didactiques.

3.2.10 Les populations tireront parti de la création d'un nombre accru d'emplois réservés aux personnes qualifiées et non qualifiées au cours de la phase de construction. Le lancement et l'adoption des stratégies PPP par les organes d'exécution contribueront à la création d'emplois. Au moins trois contrats PPP seront conclus. Il y aura en outre des activités de renforcement des capacités en faveur de la main-d'œuvre locale, des groupes de femmes et des organisations à base communautaire pour les encourager à monter de petites entreprises pour la prestation de services. (L'annexe B8 fournit de plus amples informations à ce sujet).

3.2.11 Une campagne de communication et d'information sera menée, entre autres, par l'intermédiaire des médias locaux et des entités et dirigeants des organisations sociales locales, par exemple les mosquées et les églises, les postes de santé, les associations de parents, les associations de vendeurs, etc..

Réinstallation involontaire

3.2.12 Dans toutes les deux villes, il n'y aura pas de déplacement, ni de réinstallation involontaire des populations, du fait du projet. Tout au plus, certains biens seront temporairement et partiellement détruits (murs, petites échoppes ou petits hangars, etc.) au cours de la phase de construction. Des mesures d'atténuation seront mises en œuvre, notamment la prise en compte de l'indemnisation et de la réhabilitation des biens détruits dans le devis estimatif.

IV. EXÉCUTION

4.1 Dispositions en matière d'exécution

4.1.1 La responsabilité de l'exécution du projet incombera à trois niveaux de la structure institutionnelle : le FGN, les gouvernements des États concernés et les organes d'exécution (la WCOS et la TSWSA). Le FGN est l'emprunteur du prêt et assume à ce titre la responsabilité de la réalisation des conditions liées au prêt. Le FMAWR assurera la coordination entre le FGN, les gouvernements des États concernés et les deux sociétés des eaux pour l'exécution du projet. La cellule d'exécution des projets (CEP) au sein du FMAWR, qui assure actuellement la coordination et la gestion du Projet national de réforme urbaine, financé par la Banque mondiale, servira d'organe d'exécution des projets multidonateurs, afin de renforcer les synergies entre les différentes opérations et de réduire les coûts de transaction. La CEP apportera également son concours dans la coordination des activités de réforme du secteur.

4.1.2 Au niveau des États, les ressources du prêt feront l'objet d'une rétrocession par les deux États qui assureront le service de la dette. Les deux sociétés parapubliques des eaux sont chargées de la supervision de leurs opérations respectives. Les gouvernements des deux États subventionnent actuellement les sociétés des eaux pour les aider à assurer la prestation de services et assumeront également, par l'intermédiaire de leurs directions/ministères respectifs des ressources en eau, la responsabilité de la mise en œuvre des réformes ciblant le secteur au niveau étatique. Toutefois, les gouvernements des deux États ne sont pas chargés de l'exécution matérielle du projet.

4.1.3 La responsabilité de l'exécution matérielle du projet incombera aux deux organes d'exécution (OE) : la WCOS de l'État d'Oyo et la TSWSA de l'État de Taraba. Une équipe de gestion du projet (EGP) sera constituée par chacun des deux organes d'exécution du projet qui feront appel à cette fin à leurs principaux membres du personnel. Chaque EGP sera composée d'un point focal/chef d'équipe, d'un ingénieur eau et assainissement, d'un expert en appui institutionnel et d'un expert financier, aux fins de l'exécution du projet. En outre, une équipe d'assistance technique, composée d'un spécialiste de la passation de marchés, d'un expert en gestion financière, et d'un expert en technologies de l'information, sera recrutée pour chaque EGP, afin de promouvoir aussi bien la prompte exécution du projet que l'application des «procédures officielles» dans la gestion du projet et la passation de marchés. Par ailleurs, un expert des questions socioéconomiques et/ou de la formation à la gestion communautaire, en poste au ministère de la Santé, sera détaché auprès de chaque EGP pour coordonner la promotion de la campagne d'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement, ainsi que la prise en compte des questions de genre et la gestion des kiosques d'eau et des installations d'assainissement publiques au niveau local. Le personnel de l'EGP sera lié aux organes d'exécution par des contrats de performance, sur la base des indicateurs et cibles de performance de la matrice du cadre logique du projet. Le ministère des Ressources en eau et de l'Environnement sera chargé de la création de la Direction de l'eau dans l'État d'Oyo et des réformes ciblant le secteur dans l'État de Taraba.

Passation de marchés

4.1.4 Tous les marchés relatifs à l'achat de biens, travaux et services connexes, ainsi qu'à l'acquisition des services de consultants financés par le FAD seront attribués conformément aux *Règles et procédures de la Banque pour l'acquisition de biens et travaux* et aux *Règles et procédures de la Banque pour l'utilisation des consultants*, en utilisant à cet effet les documents types d'appel d'offres de la Banque.

Décaissement

4.1.5 Le prêt sera décaissé au titre de quatre catégories de dépenses : travaux, biens, services et divers, conformément aux règles de la Banque en matière de décaissement. Les décaissements des ressources du FAD se feront par paiements directs aux fournisseurs, entrepreneurs et consultants, pour tous les types de marchés. Les paiements au titre des petites dépenses, limités à la formation, à la gestion du projet et à l'éducation à l'assainissement et la promotion à ce sujet, se feront en recourant à la méthode du compte spécial. Les autres procédures de la Banque en matière de décaissement pourraient également être utilisées, si nécessaire. La méthode du compte spécial sera utilisée dès l'administration de la preuve de l'amélioration des capacités de la WCOS et de la TSWSA en matière de gestion financière, à la faveur de l'affectation à chacune de ces sociétés d'un expert national en gestion financière et du recrutement d'un expert en gestion financière au titre de l'assistance technique, afin de garantir la gestion appropriée des comptes spéciaux. L'ouverture des comptes spéciaux sera une des conditions du prêt. La Banque ne pourra virer des fonds sur les comptes spéciaux tant que ces experts, y compris les experts au titre de l'assistance technique, ne seront pas en place. Les comptes du projet feront l'objet d'un audit sur une base annuelle, conformément aux règlements de la Banque.

Gestion financière

4.1.6 Les deux sociétés des eaux sont dotées des contrôles financiers nécessaires pour gérer adéquatement les fonds destinés au projet. Dans l'État d'Oyo, le Directeur des finances et des approvisionnements de la WCOS sera chargé de la gestion financière et de l'établissement de rapports financiers au titre du projet. Dans l'État de Taraba, cette responsabilité incombera au Directeur financier de la TSWSA. Les deux directions possèdent une expérience dans la gestion financière des projets financés par les bailleurs de fonds et bénéficieront d'un appui, au titre de l'assistance technique. Elles disposent donc des capacités nécessaires pour gérer les fonds destinés au projet. Les activités de la Direction des finances de la WCOS sont déjà informatisées, et il est prévu d'informatiser celles de la Direction financière de la TSWSA dans le cadre du projet.

4.2 *Suivi*

4.2.1 Les indicateurs de suivi et d'évaluation sont présentés dans le cadre logique du projet. En collaboration avec les ministères étatiques en charge des ressources en eau et/ou de l'environnement, les deux sociétés des eaux procéderont au suivi et à l'évaluation du projet, conformément au cadre logique. Les capacités du ministère sectoriel fédéral compétent sont en train d'être renforcées, avec l'appui des bailleurs de fonds. Toutefois, tant dans l'État d'Oyo que dans celui de Taraba, le suivi et l'évaluation des indicateurs sectoriels sont inadéquats et se font de façon ponctuelle. Le projet aidera les ministères sectoriels étatiques à renforcer leurs capacités dans le domaine du suivi et de l'évaluation. En plus des missions de supervision régulières, des revues sectorielles conjointes seront effectuées annuellement avec les gouvernements des États et les principaux acteurs, afin de suivre et de passer en revue les principaux indicateurs de cibles. Le bureau de la Banque au Nigeria (NGFO) ou le siège suivra et évaluera également de près le projet au cours de la phase d'exécution, sur la base de missions régulières de suivi, de revue et de supervision. Dans le cadre du projet, des systèmes de suivi et d'évaluation seront institués, en établissant des données de référence pour tous les aspects du projet, notamment : i) les aspects techniques et financiers, y compris la production,

les pertes, les coûts de production et d'exploitation, les calendriers de maintenance, l'efficacité de la facturation et du recouvrement, la conformité des échantillons d'eau avec les normes de qualité, etc. ; ii) les aspects socioéconomiques, tels que le temps moyen consacré à la collecte de l'eau, le nombre d'activités génératrices de revenu ; iii) les aspects relatifs au genre, tels que le nombre de femmes associées à la gestion des kiosques d'eau, le nombre d'institutrices formées à la promotion de l'hygiène et de l'assainissement, le nombre de groupes de femmes/femmes chefs d'entreprise assurant des prestations en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement ; et iv) les aspects relatifs à l'hygiène, à l'assainissement et à l'environnement, tels que l'évolution de la teneur en agents pathogènes et en polluants chimiques des eaux brutes pompées des champs de puits (pour le suivi de l'efficacité des mesures de protection), l'évolution des agents pathogènes et des polluants chimiques au niveau du consommateur (pour le suivi de l'efficacité du traitement de l'eau), et l'évolution des paramètres sanitaires (maladies liées à la qualité de l'eau), du pourcentage des résidents ayant accès aux installations d'assainissement, du ratio des élèves filles/garçons par toilette et de la mortalité due aux maladies d'origine hydrique. L'annexe B9 fournit de plus amples informations sur les indicateurs et cibles de suivi annualisés et la répartition des responsabilités en matière de suivi.

4.2.2 Le projet sera exécuté sur une période de quatre ans, tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous:

<u>Calendrier</u>	<u>Repère</u>	<u>Processus de suivi / chaîne de rétroaction</u>
Juin 2009	Conseil	Approbation du prêt
Août 2009 Nov. 2009	Entrée en vigueur du prêt Recrutement du cabinet d'études techniques	Mission de lancement; approbation des conditions du prêt par la Banque; passation et pièces du marché; «approbation tacite» de la Banque
Janv. 2010	Recrutement des ONG et/ou des cabinets chargés de la gestion communautaire, de l'hygiène et de l'assainissement	Passation et pièces du marché; «approbation tacite» de la Banque
Fév. 2010	Recrutement des cabinets d'études chargés des réformes institutionnelles et du renforcement des capacités	Passation et pièces du marché; «approbation tacite» de la Banque
Avril 2010	Démarrage des travaux de construction	Pièces des travaux de construction et du marché ; «approbation tacite» de la Banque ; rapports mensuels de supervision ; rapports annuels et trimestriels, et observations de la Banque sur ces rapports ; rapports annuels et trimestriels des missions de supervision, et observations de la Banque sur ces rapports ; missions de supervision
Mars 2012	Revue à mi-parcours	Rapports annuels et trimestriels, et observations de la Banque sur ces rapports; rapports d'audit ; missions de supervision
Déc. 2014	Achèvement du projet	Réception des travaux
Juin 2015	Rapport d'achèvement du projet	Mission d'achèvement de projet

4.3 *Gouvernance*

4.3.1 L'évaluation de la responsabilité financière du pays (CFAA) de 2006 a révélé que, bien que le FGN ait gardé des vestiges de bons systèmes de planification, de budgétisation, de gestion et de contrôle des ressources publiques, la performance, tant au niveau du fédéral

qu'au niveau des États, a baissé à un tel point que les systèmes de responsabilité financière ne fournissent pas une garantie raisonnable que les fonds sont utilisés aux fins désirées. La revue a cependant noté des améliorations à partir de la CFAA de 2000, mais il reste encore au Gouvernement beaucoup à faire. Parmi les actions positives, l'on peut citer : i) la promulgation de la loi contre la corruption et la publication de brochures expliquant ses implications pour les fonctionnaires ; ii) la promulgation en loi du projet de loi sur la responsabilité financière et du projet de loi sur la passation des marchés publics, dont l'objectif est d'améliorer la gestion financière et de garantir le recours aux procédures officielles en vigueur. Pour réduire les risques susmentionnés, une évaluation des capacités des organes d'exécution dans la gestion financière a été effectuée, et le recours à des personnels qualifiés et expérimentés, approuvés par la Banque, constitue pour les équipes de gestion du projet (EGP) une condition préalable au premier décaissement des fonds.

4.3.2 Afin d'atténuer les problèmes de gouvernance liés à la passation et à l'attribution des marchés relatifs aux grands travaux, les procédures et directives uniformisées de la Banque en matière d'appel d'offres et d'attribution de marchés seront appliquées, en plus des procédures gouvernementales systématisées de passation de marchés, et notamment des procédures officielles. Ces procédures ont été appliquées avec succès aux projets en cours dans le pays. Leur application doit renforcer la transparence et la responsabilité, et il est recommandé à chaque équipe de gestion du projet de recruter un spécialiste expérimenté en matière de passation de marchés, dans les deux mois suivant la signature de l'accord de prêt et avant le premier décaissement. Des cabinets d'études techniques (un contrat pour chaque ville) de renommée internationale seront recrutés pour aider à la passation de marchés et aux travaux de construction. Des consultants expérimentés dans les transactions (qui feront partie de l'équipe de consultants chargée de l'appui institutionnel pour chaque ville) apporteront leur concours à la passation des marchés relatifs aux grands contrats PPP. Des dispositions ont été prises pour la réalisation d'audits annuels en vue de couvrir tous les aspects de l'exécution des projets.

4.4 Durabilité

4.4.1 Le Gouvernement fédéral du Nigeria (FGN) est pleinement engagé à améliorer les conditions de vie de ses citoyens par la fourniture de services adéquats d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans tout le pays. Pour réaliser ces objectifs et attirer l'investissement dans le secteur, le FGN a récemment lancé tout un éventail de réformes sectorielles visant à améliorer la gouvernance et la performance du secteur. Le FGN est en train de réviser la politique pour le secteur de l'eau et de l'assainissement et a récemment soumis le projet de loi sur les ressources en eau à l'approbation du parlement fédéral. Le Gouvernement a également engagé la communauté des bailleurs de fonds, en particulier la Banque mondiale et l'Union européenne, pour l'aider à mener une réforme en profondeur du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, à la fois au niveau du fédéral et des États. Plusieurs projets sont déjà en cours pour la réalisation de ces objectifs. En outre, le FGN a pleinement engagé les gouvernements des États pour qu'ils mettent en œuvre des réformes sectorielles à leur niveau.

4.4.2 Les organes d'exécution disposent des capacités requises pour garantir l'achèvement du projet et son exploitation par la suite. La société des eaux de l'État d'Oyo assure l'exploitation de son système actuel d'approvisionnement en eau à Ibadan depuis plusieurs années et connaît parfaitement les équipements et technologies associés au projet. Un personnel suffisant a été formé à l'exploitation et à la maintenance d'équipements similaires,

dans le cadre de projets antérieurs. À Taraba, l'organe d'exécution possède l'expertise requise pour exécuter, exploiter et gérer le projet, étant donné que le nouveau système est basé sur des technologies simples de forage de puits et de distribution, qui sont déjà appliquées. Dans les deux États, un nombre suffisant de techniciens et ouvriers locaux seront formés dans le cadre du projet et seront chargés des réparations des kiosques d'eau.

4.4.3 Pendant la phase d'exécution, il ne devrait pas manquer de fonds de contrepartie au titre de la contribution des gouvernements des deux États, qui fera l'objet d'une déduction à la source sur leurs budgets respectifs, et la disponibilité de ces fonds sera précisément une condition à remplir pour le prêt. La viabilité à long terme du projet doit être assurée par la mise en œuvre de réformes juridiques et institutionnelles. Le projet vise à recouvrer complètement tous les coûts lorsqu'il sera achevé. Pour réaliser cet objectif, une augmentation substantielle des tarifs sera nécessaire pendant la phase d'exécution du projet, sous réserve de l'achèvement de l'étude sur les tarifs, du coût abordable et de la disposition à financer l'étude, et de l'adoption de ses recommandations. La conduite de cette étude constitue une condition à remplir pour le prêt. En outre, les efforts de commercialisation des deux sociétés des eaux et l'introduction de la participation du secteur privé à la prestation de services contribueront à la viabilité financière à long terme du projet.

4.4.4 Étant donné que le changement climatique pourrait être un problème pour les ressources durables en eau à Jalingo, une étude a été intégrée dans les composantes du projet pour explorer les autres ressources (voir tableau 2.1, composante 1 et annexe B2).

4.5 *Gestion des risques*

4.5.1 Il y a toujours un risque que les gouvernements des deux États ne mettent pas en œuvre les réformes institutionnelles nécessaires pour rendre les sociétés des eaux plus viables pour que leur exploitation se fasse sur une base plus commerciale. En outre, en raison de l'aspect social de l'eau et de l'assainissement au Nigeria et de la perception générale des populations que l'eau doit être fournie gratuitement, les gouvernements des États pourraient ne pas approuver la revalorisation des tarifs. Il pourrait également y avoir quelques risques liés à l'exploitation commerciale des systèmes ainsi qu'à la participation du secteur privé. Les risques institutionnels pourront être atténués en les réduisant en amont avant la mise en œuvre des composantes matérielles du projet. L'application des tarifs revalorisés et la mise en œuvre du programme de commercialisation constituent des conditions à remplir pour le prêt. Tout risque commercial, par exemple l'accumulation d'arriérés, est atténué par le programme de commercialisation intégré dans la conception du projet, tandis que tout risque potentiel lié aux fournisseurs de services du secteur privé doit être atténué par un processus de passation de marchés rigoureux et par une conception et une exécution appropriées du projet.

4.5.2 Si l'alimentation irrégulière actuelle en électricité persiste dans les deux États (et dans l'ensemble du Nigeria), elle pourrait constituer un risque opérationnel significatif pour le projet. Ce risque pourrait réduire la quantité et la qualité de l'eau produite par les installations à construire dans le cadre du projet et, par conséquent, diminuer l'impact du projet. Cependant, les États sont en train de prendre des mesures pour s'attaquer à ce problème. Dans l'État d'Oyo, une ligne de 11 kV a été construite à partir du poste le plus proche jusqu'à la principale station de traitement des eaux, permettant ainsi de rétablir la régularité de l'alimentation de la station en électricité à environ 80 % du temps. En outre, l'État est maintenant chargé de délivrer les permis aux producteurs d'électricité indépendants (IPP) opérant sur son territoire. À Jalingo, dans l'État de Taraba, l'alimentation en électricité

est plus irrégulière qu'à Ibadan, et des groupes électrogènes de secours seront donc fournis dans le cadre du projet. Par ailleurs, la capacité de production d'électricité actuelle, qui est de 4 000 MW, doit passer à 10 000 MW d'ici à la fin de 2010, ce qui améliorera de façon significative la situation de l'électricité dans tout le pays.

4.6 Renforcement du savoir

4.6.1 Diverses composantes du projet sont élaborées de façon à améliorer la performance opérationnelle et gestionnaire de la WCOS et de la TSWSA qui sont chargées de la gestion opérationnelle future des systèmes WSS, en partenariat avec le secteur privé. Le projet pourrait donc produire du savoir et des expériences de nature à apporter une valeur ajoutée et à augmenter les enseignements tirés à intégrer dans la planification, la conception et la gestion de projets futurs d'extension et de réhabilitation de l'infrastructure WSS, ainsi que de projets d'amélioration de la performance à Ibadan et Jalingo, à transposer tant au Nigeria que dans les autres PMR. La composante relative aux réformes institutionnelles et au renforcement des capacités pourrait améliorer le savoir et l'expérience des organes d'exécution par le biais de la participation à ces activités.

4.6.2 L'exécution du projet requiert la participation des communautés urbaines et périurbaines, contribuant ainsi à la promotion du savoir et à la sensibilisation du public sur le changement durable d'attitudes, principalement pour ce qui est de l'importance du paiement des services WSS, de l'utilisation appropriée de ces services, des droits et responsabilités des consommateurs, de l'hygiène personnelle, de la santé publique et de la salubrité de l'environnement. Elle permettra également aux établissements scolaires de promouvoir la sensibilisation et le savoir chez les enseignants et les élèves, au bénéfice des générations futures, en particulier.

4.6.3 Les missions de supervision de la Banque, les rapports d'étape trimestriels et annuels, la revue à mi-parcours, les rapports d'audit et d'achèvement de projet fourniront également des informations sur les divers aspects du projet, pour d'autres diagnostics. Le savoir acquis sera diffusé au sein de la Banque et auprès des autres partenaires au développement, ainsi qu'auprès des PMR.

V. INSTRUMENT ET AUTORITÉ JURIDIQUES

5.1 Instrument juridique

Le présent projet sera financé par un prêt FAD.

5.2 Conditions associées à l'intervention de la Banque

A. Conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt

L'entrée en vigueur de l'accord de prêt est subordonnée à la satisfaction, par l'emprunteur, des conditions énoncées dans la section 5.01 des Conditions générales applicables aux accords de prêts et de garanties du Fonds africain de développement.

B. Conditions préalables au premier décaissement au titre du prêt

- i) Un accord de prêt subsidiaire doit être signé entre le Gouvernement fédéral et chacun des gouvernements des deux États, accord portant rétrocession des ressources du prêt du Gouvernement fédéral à ces derniers ; ii) des comptes spéciaux (en monnaie locale et en devises) doivent être ouverts par chaque État au titre du projet (annexe B6) ; et iii) le personnel nommé et le personnel détaché auprès des équipes chargées de la gestion du projet doivent avoir les qualifications et l'expérience requises, à soumettre à l'approbation de la Banque (paragraphe 4.1).

C. Engagements

- i) Les réformes et les arrangements PPP, recommandés par l'étude sur la commercialisation et les réformes institutionnelles, seront mis en œuvre (paragraphe 4.5); ii) la WCOS et la TSWSA revaloriseront les tarifs d'eau de 50 naira/m³ et 16 naira/m³ à 69 naira/m³ et 56 naira/m³, respectivement, sur une période de deux ans, à partir de 2009 (annexe B7) ; et iii) les fonds de contrepartie à fournir par les gouvernements des États, pour couvrir leur part du budget, doivent être prélevés à la source sur le budget fédéral et transférés sur le compte du projet.

D. Autres conditions

- i) Au plus tard le 31 décembre 2011, fourniture de la preuve, acceptable pour la Banque, de la mise en œuvre des réformes institutionnelles dans les États d'Oyo et de Taraba, à la suite des études des consultants, y compris l'adoption des projets de loi sur l'eau dans les deux États ; des systèmes de gestion; des nouvelles structures tarifaires révisées de la WCOS et la TSWSA; des modèles et arrangements PPP (paragraphe 4.5) ; et ii) fourniture de la preuve, acceptable pour la Banque, au plus tard le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2010, que la revalorisation des tarifs visée dans l'engagement C ii) ci-dessous a été effectuée (annexe B7).

5.3 Conformité avec les politiques de la Banque

Le présent projet est conforme à toutes les politiques applicables de la Banque.

VI. RECOMMANDATION

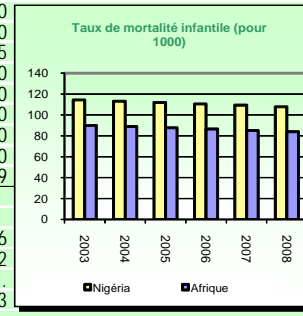
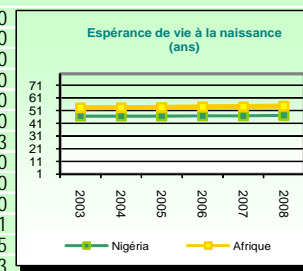
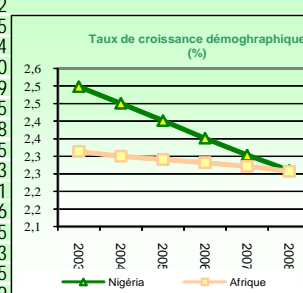
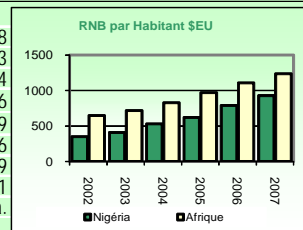
La Direction recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt FAD de 50 millions d'UC, qu'il est proposé d'octroyer au Gouvernement de la République fédérale du Nigeria, aux fins stipulées et sous réserve de la satisfaction des conditions énoncées dans le présent rapport.

Appendice I

Nigéria

INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES COMPARATIFS

	Année	Nigéria	Afrique	Pays en Développement	Pays Développés
Indicateurs de Base					
Superficie ('000 Km ²)		924	30 323	80 976	54 658
Population totale (millions)	2008	151,5	985,7	5 523,4	1 226,3
Population urbaine (% of Total)	2008	48,5	39,2	44,0	74,4
Densité de la population (au Km ²)	2008	164,0	32,5	23,0	49,6
Revenu national brut (RNB) par Habitant (\$ EU)	2007	930	1 226	2 405	38 579
Participation de la Population Active - Total (%)	2005	39,8	42,3	45,6	54,6
Participation de la Population Active - Femmes (%)	2005	36,1	41,1	39,7	44,9
Valeur de l'Indice sexospécifique de dévelop. humain	2006	0,485	0,482	0,694	0,911
Indice de développement humain (rang sur 174 pays)	2006	154	n.a.	n.a.	n.a.
Population vivant en dessous de \$1 par Jour (%)	2000	71,2	34,3	25,0	...
Indicateurs Démographiques					
Taux d'accroissement de la population totale (%)	2008	2,3	2,3	0,3	1,2
Taux d'accroissement de la population urbaine (%)	2008	3,8	3,3	2,5	0,5
Population âgée de moins de 15 ans (%)	2008	43,6	40,9	16,6	27,4
Population âgée de 65 ans et plus (%)	2008	3,0	3,4	16,7	8,0
Taux de dépendance (%)	2008	86,9	79,5	47,7	53,9
Rapport de Masculinité (hommes pour 100 femmes)	2008	100,0	99,3	94,3	101,5
Population féminine de 15 à 49 ans (%)	2008	23,4	24,2	24,3	25,8
Espérance de vie à la naissance - ensemble (ans)	2008	47,2	54,5	76,7	67,5
Espérance de vie à la naissance - femmes (ans)	2008	47,6	55,6	67,5	80,3
Taux brut de natalité (pour 1000)	2008	39,2	35,7	11,0	20,1
Taux brut de mortalité (pour 1000)	2008	16,6	13,0	10,4	8,6
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	2008	107,8	83,9	7,1	48,5
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000)	2008	184,4	137,4	8,8	72,3
Indice synthétique de fécondité (par femme)	2008	5,2	4,6	1,6	2,5
Taux de mortalité maternelle (pour 100000)	2005	1 100,0	683,0	450	9
Femmes utilisant des méthodes contraceptives (%)	2003	12,6	29,7	61,0	75,0
Indicateurs de Santé et de Nutrition					
Nombre de médecins (pour 100000 habitants)	2003	25,9	39,6	78,0	287,0
Nombre d'infirmières (pour 100000 habitants)	2003	156,2	120,4	98,0	782,0
Naissances assistées d'un personnel de santé qualifié (%)	2006	48,6	51,2	59,0	99,0
Accès à l'eau salubre (% de la population)	2006	47,0	64,3	84,0	100,0
Accès aux services de santé (% de la population)	2006	55,1	61,7	80,0	100,0
Accès aux services sanitaires (% de la population)	2006	30,0	37,6	53,0	100,0
Pourcent. d'adultes de 15-49 ans vivant avec le VIH/SID.	2007	3,1	4,5	1,3	0,3
Incidence de la tuberculose (pour 100000)	2006	311,0	315,8	275,0	19,0
Enfants vaccinés contre la tuberculose (%)	2007	53,0	83,0	89,0	99,0
Enfants vaccinés contre la rougeole (%)	2007	86,0	83,1	81,0	93,0
Insuffisance pondérale des moins de 5 ans (%)	2003	28,7	25,2	27,0	0,1
Apport journalier en calorie par habitant	2004	2 720	2 436	2 675	3 285
Dépenses publiques de santé (en % du PIB)	2005	1,2	2,4	1,8	6,3
Indicateurs d'Éducation					
Taux brut de scolarisation au (%)					
Primaire - Total	2006	92,5	99,6	106,0	101,0
Primaire - Filles	2006	88,5	92,1	103,0	101,0
Secondaire - Total	2006	74,5	43,5	60,0	101,5
Secondaire - Filles	2006	72,5	40,8	58,0	101,0
Personnel enseignant féminin au primaire (% du total)	2005	50,9	47,5	51,0	82,0
Analphabétisme des adultes - Total (%)	2007	28,0	38,0	21,0	1,0
Analphabétisme des adultes - Hommes (%)	2007	19,9	29,0	15,0	1,0
Analphabétisme des adultes - Femmes (%)	2007	35,9	47,0	27,0	1,0
Dépenses d'éducation en % du PIB	2006	...	4,5	3,9	5,9
Indicateurs d'Environnement					
Terres arables en % de la superficie totale	2005-08	31,0	6,0	9,9	11,6
Taux annuel de déforestation (%)	2000-08	2,6	0,7	0,4	-0,2
Taux annuel de reboisement (%)	2000-08	3,0	10,9
Emissions du CO2 par habitant (tonnes métriques)	2005-08	0,3	1,0	1,9	12,3



Source : Base des données du Département de la Statistique de la BAD;

dernière mise à jour: mars 2009

Banque Mondiale WDI; ONUSIDA; UNSD; OMS, UNICEF, WRI, PNUD, Rapports nationaux

Notes: n.a. Non Applicable ; ... : Données non disponible;

Appendice II
Tableau récapitulatif du portefeuille de la BAD dans le pays
Liste des projets actifs (prêts et dons), par secteur:

Secteur : Rural et environnement

Titre du projet	Type ¹	Note	Montant (UC)	Date approbation
1. Projet de développement agricole et rural à base communautaire	P	2,00	13,00	11.09.03
2. Appui institutionnel au développement agricole et rural	D	2,19	3,00	27.04.05
3. Projet national de développement des Fadama	P	2,13	22,00	10.12.03
4. Programme national de sécurité alimentaire	P	2,21	22,00	18.10.06
5. Étude sociale et environnementale du Delta du Niger	D	2,79	1,70	30.06.04
Total, approbations			37,9	

Secteur : Infrastructure et transport

1. Programme d'accès et de mobilité en milieu rural (RAMP)	P	-	35,27	18.07.07
2. Sous-programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural (IAEAR)	P	-	51,00	10.10.07
Total, approbations			86,27	

Secteur : Social

1. Projet de formation à l'acquisition de compétences et d'éducation professionnelle	P	1,65	30,00	27.07.05
2. Projet communautaire de réduction de la pauvreté	P	2,25	20,00	03.11.00
3. Projet de développement du secteur de la santé (Santé IV)	P	2,06	34,74	11.09.02
Total, approbations			84,74	

Secteur : Multisecteur

1. Appui institutionnel au projet de gouvernance et de renforcement des capacités	D	2,08	4,00	18.10.01
Total, approbations			4,00	

Secteur : Régional

1. Projet multinational de vulgarisation du riz NERICA	P	1,81	5,57	26.09.03
2. Projet de gestion intégrée des mauvaises herbes aquatiques	P	1,63	1,60	22.09.04
3. Projet d'interconnexion électrique NEPA/CEB	P	2,44	11,87	27.11.02
Total, approbations			19,04	

Secteur : Secteur privé

1. Projet de gaz naturel liquéfié du Nigeria	P	2,84	65,36	20.11.02
2. Zenith Bank I (LDC)	P	2,07	47,36	02.03.05
3. Zenith Bank II (LDC)	P	2,07	267,56	13.12.06
4. Fidelity (LDC)	P	-	12,18	12.10.01
5. Guarantor Trust Bank (LDC)	P	-	27,06	12.12.05
6. Access Bank (LDC)	P	-	40,00	13.12.06
7. Projet route à péage de Lekki	P	-	85,00	18.06.08
Total, approbations			344,52	

¹ P : prêt, D : don

Appendice III
Principaux projets apparentés financés par la Banque et d'autres partenaires au développement dans le pays

N°	Projet	Zone	Financier	Démarrage du projet	Coût	État d'exécution, performance
1	Projet de réforme nationale du secteur de l'eau en milieu urbain	États de Kaduna, Enugu, Cross River, Lagos, Plateau	Banque mondiale	2004	140 millions d'USD	En cours, S
2	Programme de réforme du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement	États d'Anambra, Cross River, Jigawa, Kano, Osun et Yobe	CE	2005	103 millions d'USD	En cours, S
3	Approvisionnement en eau et assainissement de l'environnement en milieu rural	États de Benue, Ekiu, Enugu, Jigawa, Bornu et Zamfara	DFID/ UNICEF	Juillet 2002	19,4 millions de GBP	En cours, S
4	Programme d'hygiène, d'assainissement et d'approvisionnement en eau en milieu rural	À mettre en œuvre dans cinq États à sélectionner	DFID/ UNICEF	Août 2009	20 millions de GBP	Conception du projet en cours
5	Comblent le fossé : Amélioration des conditions d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour les petites agglomérations au Nigeria	États de Jigawa et d'Enugu	CE- 75% Water Aid- 25%	2007	3,9 millions d'euros	En cours, S
6	Approvisionnement en eau et assainissement en milieu rural	États de Yobe et d'Osun	BAD	2007	51 millions d'UC	En cours, S
7	a) Projet d'aide en don pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural b) Programme de formation dans le pays à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement	État de Yobe	JICA	a) 2007 b) 2008-2010	a) 265 millions de JPY b) 10,5 millions de naira	a) Achevé b) En cours, S

Appendice IV Carte des zones du projet



Zones du projet

La présente carte a été établie par le Groupe de la Banque africaine de développement, exclusivement à l'intention des lecteurs du présent rapport dont elle constitue une annexe. Les appellations utilisées et les frontières qui y figurent n'impliquent, de la part du Groupe de la Banque et de ses membres, aucune prise de position quant au statut juridique d'un territoire, ni à l'approbation ou à l'acceptation de ces frontières.

Appendice II
Tableau récapitulatif du portefeuille de la BAD dans le pays
Liste des projets actifs (prêts et dons), par secteur:

Secteur : Rural et environnement

Titre du projet	Type ¹	Note	Montant (UC)	Date approbation	Taux de décaissement (%)
1. Projet de développement agricole et rural à base communautaire	P	2,00	13,00	11.09.03	11,93
2. Appui institutionnel au développement agricole et	D	2,19	3,00	27.04.05	74,43
3. Projet national de développement des Fadama	P	2,13	22,00	10.12.03	41,06
4. Programme national de sécurité alimentaire	P	2,21	22,00	18.10.06	9,40
5. Étude sociale et environnementale du Delta du Niger	D	2,79	1,70	30.06.04	100
Total, approbations			37,9		

Secteur : Infrastructure et transport

1. Programme d'accès et de mobilité en milieu rural (RAMP)	P	-	35,27	18.07.07	8,32
2. Sous-programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural (IAEAR)	P	-	51,00	10.10.07	1,59
Total, approbations			86,27		

Secteur : Social

1. Projet de formation à l'acquisition de compétences et d'éducation professionnelle	P	1,65	30,00	27.07.05	3,28
2. Projet communautaire de réduction de la	P	2,25	20,00	03.11.00	95,56
3. Projet de développement du secteur de la santé (Santé IV)	P	2,06	34,74	11.09.02	78,42
Total, approbations			84,74		

Secteur : Multisecteur

1. Appui institutionnel au projet de gouvernance et de renforcement des capacités	D	2,08	4,00	18.10.0	95,38
Total, approbations			4,00		

Secteur : Régional

1. Projet multinational de vulgarisation du riz NERICA	P	1,81	5,57	26.09.03	20,58
2. Projet de gestion intégrée des mauvaises herbes aquatiques	P	1,63	1,60	22.09.04	6,57
3. Projet d'interconnexion électrique NEPA/CEB	P	2,44	11,87	27.11.02	82,51
Total, approbations			19,04		

Secteur : Secteur privé

1. Projet de gaz naturel liquéfié du Nigeria	P	2,84	65,36	20.11.02	100
2. Zenith Bank I (LDC)	P	2,07	47,36	02.03.05	100
3. Zenith Bank II (LDC)	P	2,07	267,56	13.12.06	100
4. Fidelity (LDC)	P	-	12,18	12.10.01	100
5. Guarantor Trust Bank (LDC)	P	-	27,06	12.12.05	100
6. Access Bank (LDC)	P	-	40,00	13.12.06	57,1
7. Projet route à péage de Lekki	P	-	85,00	18.06.08	
Total, approbations			344,52		

-1 P : prêt, D : don

Nigeria
Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain dans les États d'Oyo et de Taraba
Cadre logique axé sur les résultats

HIÉRARCHIE DES OBJECTIFS	RÉSULTATS ATTENDUS	PORTÉE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	CIBLES INDICATIVES CALENDRIER	HYPOTHÈSES / RISQUES
<p>But :</p> <p>Améliorer le bien-être social et la santé des populations du Nigeria en vue de l'éradication de la pauvreté par le développement durable des installations WSS et l'atteinte des OMD.</p>	<p>Impact :</p> <p>1. Amélioration de la qualité de vie des citoyens. 2. Réduction de l'incidence de la pauvreté</p>	<p>Bénéficiaires :</p> <p>Populations du Nigeria</p>	<p>Indicateurs d'impact :</p> <p>1. Indices de développement humain 2. Niveaux de pauvreté</p> <p>Sources : Statistiques nationales , rapports du MOH, documents NEEDS</p>	<p>Progrès envisagés à long terme :</p> <p>1) Taux d'accès de 80 % (cible OMD) à l'eau potable et à l'assainissement d'ici à 2015, et accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2020, par rapport aux niveaux actuels de 54 % pour l'eau et de 53 % pour l'assainissement. 2) Réduction de la mortalité infantile de 110,6 en 2005 à 30,3 en 2015 3) Réduction de la mortalité des moins de cinq ans de 193,6 en 2005 à 63,7 en 2015 4) Réduction de la proportion de la population vivant dans la pauvreté de 54 % en 2005 à 21 % en 2015</p>	<p>Hypothèse énoncée :</p> <p>Maintien de l'engagement du Gouvernement en faveur de la stratégie de développement et de réduction de la pauvreté</p>
<p>Objectifs du projet : Objet du projet</p> <p>1) Accroître l'approvisionnement de la population en eau potable à Ibadan et Jalingo, pour passer à 80 % d'ici 2014, par rapports aux niveaux actuels d'environ 25 % à Ibadan et 30 % à Jalingo, et améliorer l'assainissement dans les établissements scolaires, les centres de santé et les lieux publics;</p> <p>2) Entreprendre la réforme et le renforcement des capacités institutionnelles</p>	<p>Résultats à moyen terme :</p> <p>1. Amélioration de l'accès à l'eau potable 2. Réduction de l'incidence de la diarrhée</p> <p>Résultats immédiats:</p> <p>1.1. Amélioration de la couverture et des prestations en matière d'approvisionnement en eau. 1.2. Disponibilité d'installations d'assainissement adéquates dans les lieux publics, les établissements scolaires et les centres de santé 2.1 Initiation des contrats pour les partenariats public-privé 2.2 Amélioration de la performance de la WCOS et de la TSWSA en matière de gestion</p> <p>2.3 CREATION DES AUTORITES DE REGULATION 2.4 SENSIBILISATION ACCRUE ET AMELIORATION DES ATTITUDES CONCERNANT LES PRATIQUES D'ASSAINISSEMENT, DE SALUBRITE DE L'ENVIRONNEMENT ET D'HYGIENE PERSONNELLE PARM LES ELEVES ET LES RESIDENTS DES ZONES PERIURBAINES D'IBADAN ET DE JALINGO.</p>	<p>Bénéficiaires :</p> <p>Populations et entreprises urbaines et périurbaines de Jalingo et d'Ibadan</p> <p>Sociétés des eaux (WCOS et TSWSA), secteur privé, y compris les petits fournisseurs de services, ministères des ressources en eau des États d'Oyo et de Taraba, résidents de Jalingo et d'Ibadan (hommes, femmes et enfants), MoE, MoWCWF, Unité WASH,</p>	<p>Indicateurs de résultats à moyen terme :</p> <p>1. % des ménages ayant accès à l'eau potable de boisson en quantités suffisantes¹ 2. % de réduction de l'incidence de la diarrhée chez les moins de cinq ans</p> <p>Indicateurs de résultats immédiats:</p> <p>1.1.1 % des résidents bénéficiaires 1.2.1 Nombre d'établissements scolaires, de centres de santé et de marchés disposant d'installations d'assainissement adéquates et sûres 1.3.1 Réduction du taux d'abandon des études par les filles 2.1.1 Nombre de contrats PPP 2.1.2 Nombre de contrats de services de petite portée attribués aux groupes de femmes et aux femmes chefs d'entreprise pour la gestion des kiosques et des installations d'assainissement 2.2.1 Efficience de la facturation et du recouvrement 2.2.2 Pertes non comptabilisées 2.2.3 Heures d'approvisionnement 2.2.4 Qualité de l'eau 2.2.5 Couverture du coût E&M à partir des recettes 2.3.1 Création d'autorités étatiques de régulation</p>	<p>Progrès envisagés à moyen terme :</p> <p>1.1.1 Accès à l'approvisionnement en eau pour 80 % des résidents de Jalingo et d'Ibadan d'ici à 2014, par rapport aux niveaux de 30 % et de 25 % de 2009 à Jalingo et à Ibadan, respectivement 1.2.1 Aménagement d'installations d'assainissement adéquates dans 26 établissements d'éducation de base, deux centres de santé et trois marchés à <u>Jalingo</u>, et dans 50 établissements d'éducation de base et dix marchés à <u>Ibadan</u>, en tenant compte des exigences pour les deux sexes, au plus tard en 2014. 1.3.1 Réduction du taux d'abandon de leurs études par les filles d'au moins 25 % d'ici à 2014 2.1.1 Contrats PPP (un à Jalingo et deux à Ibadan) d'ici à 2014 2.1.2 Attribution de 12 contrats de services de petite portée à Ibadan et de huit autres à Jalingo aux groupes de femmes et aux femmes chefs d'entreprise pour la gestion des kiosques et des installations sanitaires 2.2.1 Accroissement de l'efficience de la tarification et du recouvrement des recettes, pour passer de 50 % à 90 % d'ici à 2014 2.2.2 Réduction des déperditions de plus de 70 % à 25 % pour Ibadan, et à</p>	<p>Hypothèse énoncée :</p> <p>1) Engagement du Gouvernement pour garantir le maintien de l'appui au secteur de l'eau et assainissement 2) Engagement des gouvernements des deux États en faveur des réformes politiques et institutionnelles, y compris des modèles PPP viables</p>

¹ At least 30 liters per capita per day

			<p>2.3.2 Autonomie de la TSWA et de la WCOS</p> <p>2.3.3 Stratégie de raccordement en faveur des ménages à faible revenu</p> <p>2.4.1 Cas de diarrhée chez les moins de cinq ans</p> <p>2.4.2 Accès aux installations d'assainissement</p> <p>2.4.3 Amélioration des comportements en matière d'hygiène (lavage des mains à des moments cruciaux, utilisation hygiénique des installations d'assainissement)</p> <p>2.4.4 Programmes d'enseignement et matériels de formation à l'assainissement et à l'hygiène (A&H)</p> <p><u>Sources</u> : RAP, rapports d'audit, rapports des secteurs de la santé et de l'éducation, rapports annuels des prestataires de services, rapports trimestriels des organes d'exécution,</p>	<p>20 % pour Jalingo d'ici à 2014</p> <p>2.2.3 Augmentation du nombre d'heures d'approvisionnement par journée de 4h à 18h d'ici à 2014</p> <p>2.2.4 Qualité de l'eau et qualité des effluents des stations de traitement répondant aux normes nationales</p> <p>2.2.5 Couverture des coûts E&M par les recettes d'ici à 2014</p> <p>2.3.1.1 Création de la Direction des ressources en eau à Oyo d'ici à 2010</p> <p>2.3.1.2 Création d'autorités de régulation du secteur de l'eau (une dans chaque État) d'ici à 2012</p> <p>2.3.2.1 Autonomie de la TSWA d'ici à 2011</p> <p>2.3.3 Mise en place d'une stratégie en faveur des pauvres des zones urbaines de Jalingo et d'Ibadan d'ici à 2012</p> <p>2.4.1 Réduction des cas de diarrhée chez les moins de cinq ans d'au moins 30 % d'ici à 2014</p> <p>2.4.2 Augmentation de 30 % de la proportion de résidents ayant accès à l'assainissement dans les zones périurbaines et semiurbaines d'ici à 2014</p> <p>2.4.3 Augmentation de 20 % de la proportion de résidents adoptant de meilleures pratiques d'hygiène d'ici à 2014</p> <p>2.4.4 Révision et amélioration des programmes d'enseignement et des matériels de formation A&H</p>	
<p>Contributions et activités:</p> <p><u>Activités</u></p> <p>1) Réhabilitation et extension du réseau de distribution à Ibadan, et réhabilitation et extension du réseau de production et de distribution de l'eau à Jalingo</p> <p>2) Étude sur les ressources en eau et conception des ouvrages de retenue et de traitement des eaux pour couvrir les besoins futurs de la ville de Jalingo</p> <p>3) Construction d'installations publiques d'assainissement</p> <p>4) Fourniture de services techniques au titre des réformes politiques et institutionnelles, du renforcement des capacités et de la supervision</p> <p>5) Promotion de l'hygiène, de l'assainissement et de la gestion des déchets solides, et appui aux pauvres des zones urbaines pour les aider à aménager leurs propres installations d'assainissement</p>	<p>Produits:</p> <p>1.1 Réhabilitation/reconstruction des puits et creusage de nouveaux puits à Jalingo</p> <p>1.2 Construction des réseaux de transport et de distribution à Ibadan et Jalingo</p> <p>1.3 Construction des kiosques d'eau</p> <p>1.4 Nombre de nouveaux raccords en faveur des ménages, y compris le nombre de compteurs installés</p> <p>2.1 Étude sur les ressources en eau et le changement climatique, y compris la conception d'un système pour couvrir les besoins à long terme en matière d'approvisionnement en eau dans la ville de Jalingo</p> <p>3.1 Construction d'installations d'assainissement publiques</p> <p>4.1 Étude sur le PSP et conception des transactions PPP et lancement des appels d'offres</p> <p>4.2 Rapports sur les études relatives aux réformes institutionnelles et juridiques</p> <p>4.3 Renforcement des capacités institutionnelles de la WCOS et de la</p>	<p>Bénéficiaires:</p> <p>1) WCOS</p> <p>2) TSWA</p> <p>3) Communes de Jalingo et d'Ibadan</p> <p>4) Opérateurs du secteur privé intervenant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement</p> <p>5) Prestataires de services de petite portée dans le secteur de l'eau et de l'assainissement</p>	<p>Indicateurs de produits :</p> <p>1.1 Nombre de puits réhabilités/reconstruits</p> <p>1.2 Longueur (en km) des réseaux de transport et de distribution réhabilités et construits</p> <p>1.3 Nombre de kiosques d'eau construits</p> <p>1.4 Nombre de nouveaux raccords en faveur des ménages</p> <p>2.1 Étude sur les ressources en eau et le changement climatique, et rapport sur la conception d'un système pour Jalingo</p> <p>3.1 Nombre d'installations d'assainissement construites, qui tiennent compte des deux sexes dans les lieux publics et les établissements scolaires</p> <p>4.1 Étude sur le développement du PSP et rapport sur la conception des transactions PPP</p> <p>4.2 Nombre de rapports sur les réformes institutionnelles et sur l'étude relative à la réforme juridique achevés et mis en œuvre</p> <p>4.3.1 Rapports soumis à la WCOS et la TSWA sur l'appui destiné à la</p>	<p>Progrès envisagés à court terme :</p> <p>1.1 Réhabilitation/construction de 42 puits à Jalingo d'ici à 2011</p> <p>1.2. Réhabilitation et construction de réseaux de transport et de distribution d'une longueur totale de 250 km à Jalingo et de 450 km à Ibadan</p> <p>1.3. Construction de 100 kiosques d'eau</p> <p>1.4. 30 000 nouveaux raccords en faveur des ménages à Jalingo et 20 000 à Ibadan d'ici à 2014, et 30 000 raccords en faveur des ménages à faible revenu</p> <p>2.1 Achèvement de l'étude sur les ressources en eau et le changement climatique et du rapport sur la conception d'un système pour Jalingo au plus tard à la fin de février 2011</p> <p>3.1 Aménagement de 300 installations publiques d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de lavage des mains, avec des dispositifs suffisants pour les hommes, les femmes et les personnes handicapées dans les établissements scolaires, les centres de santé et les lieux publics d'ici à 2014</p> <p>4.1. Achèvement de l'étude sur le PSP</p>	<p>Hypothèse énoncée :</p> <p>1) Amélioration de l'alimentation en électricité des installations d'eau d'Ibadan et de Jalingo</p>

	<p>TSWA</p> <p>5.1 Mise au point de matériels IEC sur l'hygiène et l'assainissement</p> <p>5.2 Formation des enseignants et des animateurs communautaires à la promotion de l'hygiène et de l'assainissement</p> <p>5.3 Disponibilité d'installations d'assainissement individuelles pour les ménages pauvres des zones urbaines</p>		<p>formation et au renforcement des capacités</p> <p>4.3.2 MIS pour la WCOS et la TSWA, y compris des indicateurs spécifiques de genre</p> <p>4.3.3 Réhabilitation des bureaux de la TWSA et fourniture d'équipements à la TWSA et à la WCOS</p> <p>5.1. Étude IKAP</p> <p>5.1.1 Matériels IEC sur l'hygiène et l'assainissement</p> <p>5.2.1 Nombre d'enseignants et d'enseignantes formés à la promotion de l'hygiène et de l'assainissement</p> <p>5.2.2 Nombre de groupes de femmes et de femmes chefs d'entreprise formés en tant que fournisseurs de services de petite envergure</p>	<p>et du rapport sur la conception des transactions PPP d'ici à 2011, et appui à la mise en œuvre d'ici à 2014</p> <p>4.2. Rapport de l'étude sur les réformes institutionnelles d'ici à 2011 et rapports sur l'appui à la mise en œuvre d'ici à 2014</p> <p>4.3.1 Appui à la WCOS et à la TWSA pour la formation et le renforcement des capacités d'ici à 2012</p> <p>4.3.2 Mise en place du MIS, y compris le FMIS pour la WCOS, avec des indicateurs spécifiques de genre d'ici à la fin de 2010</p> <p>4.3.3 Réhabilitation des bureaux de la TWSA et fourniture d'équipements à la TWSA et à la WCOS d'ici à la fin de 2010</p> <p>5.1.1 Étude KAP pour Jalingo et Ibadan d'ici à la fin d'avril 2010</p> <p>5.1.2 Matériels d'IEC sur l'hygiène et l'assainissement d'ici à la fin de 2010</p> <p>5.2.1 Formation de 100 enseignants et inspecteurs sanitaires à la promotion de l'hygiène</p> <p>5.2.2 Formation des élèves de 26 écoles primaires de Jalingo et de 50 écoles primaires d'Ibadan à l'assainissement et à l'hygiène, en tenant compte des besoins spécifiques des filles et des élèves vivant avec des handicaps</p> <p>5.2.3 Constitution et formation de 20 groupes de femmes chefs d'entreprise à la prestation de services de petite portée dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement</p>	
<p>Ressources financières</p> <p>FAD : 50 millions d'UC</p> <p>Gouv. : 8,824 millions d'UC</p> <p>Total : 58,824 millions d'UC</p>	<p><u>1) EXECUTION DES MARCHES RELATIFS A L'ACQUISITION BIENS ET TRAVAUX</u></p> <p>2) Exécution des marchés relatifs à la supervision technique</p> <p>3) Exécution des marchés relatifs à l'AT et au contrôle technique</p>	<p>1) Entrepreneurs et fournisseurs du secteur privé</p> <p>2) consultants</p>	<p>Signature des accords relatifs aux contrats</p> <p><u>Sources</u></p> <p>1) Rapports d'audit</p> <p>2) Rapports trimestriels sur l'état d'avancement</p> <p>3) RAP</p>	<p><u>DECAISSEMENT DE TOUS LES MONTANTS DES CONTRATS D'ICI A 2014</u></p>	<p><u>LE GOUVERNEMENT FOURNIT LES FONDS DE CONTREPARTIE A TEMPS ET SELON LES MONTANTS REQUIS</u></p>